

24
25



Renforçons

nos



solidarités



féministes



EQUI
POP.
ORG

LA SOLIDARITÉ :

Espace de coopération pour prendre en charge nos vulnérabilités.

Mode d'action efficace pour faire face aux défis collectifs.

Tissage de liens au service de sociétés justes et d'une mondialité apaisée.

La solidarité se déploie à tous les niveaux de la vie sociale, des communautés locales aux relations internationales. Elle implique la reconnaissance mutuelle de la pluralité humaine, de nos interdépendances et de nos responsabilités spécifiques.

La solidarité permet de construire une conscience de ce qui nous est commun tout en donnant les moyens aux individus de se sentir appartenir à une communauté.

Pour qu'un enjeu comme l'égalité de genre devienne objet de solidarité, plusieurs conditions doivent être réunies : connaissance partagée des enjeux, reconnaissance des injustices et des systèmes de domination, élaboration d'accords, mobilisation collective, allocations de ressources et mise en œuvre de solutions concrètes.

La solidarité n'exclue pas la conflictualité mais la solidarité exige l'imagination et la bienveillance.

Sommaire

3 Édito

4 En 2024

6 Zoom sur les partenaires d'Equipop

8 Réseaux

Mobiliser

13 Résister, fédérer, transformer. Une année de mobilisations féministes

Ressourcer

21 Des formations comme des « espaces à nous ». Pour penser ensemble et construire le changement

26 Ressourcer les militantes féministes et organisations. Pour les droits des femmes et la justice sociale

28 WAFRICA Guinée Briser le silence sur les VBG

30 REFED Savanes Ouvrir la voie aux femmes

32 APFG Reconvertir les exciseur-se-s en militant-e-s contre les VBG

34 FJAD-ONG Plaider pour l'avortement sécurisé

36 Actuelles Les mêmes règles pour toutes

38 MALAFF Guinée Former la nouvelle génération féministe

40 Association des Femmes Wangarey Kagalo Pour une féminisation des instances politiques

42 Salama Peace Initiative Sensibiliser et éduquer à la paix

Impulser

46 Faire mouvement pour impulser les dynamiques transformatrices

Mieux connaître Equipop

53 Vision & valeurs

54 Les forces vives d'Equipop

56 L'équipe

58 Budget

60 Communication

62 Remerciements

Édito

Au cours des derniers mois, alors que les crises s'entrecroisent et se renforcent — guerres, dérèglements climatiques, régressions démocratiques, explosion des inégalités —, les associations qui œuvrent pour la défense des droits et le renforcement du lien social affrontent des défis inédits. Baisse des financements et fragilisation de l'espace civique : une pression considérable est exercée sur celles et ceux qui agissent pour un monde juste et durable. Les défenseuses des droits des femmes et de l'égalité de genre, en particulier, se trouvent en première ligne.

Pour Equipop, répondre à cette situation, c'est replacer la solidarité en action au cœur de notre engagement. Non pas une solidarité abstraite, mais une solidarité politique, concrète et ancrée dans la coopération et l'écoute mutuelle. En 2024, nous avons ainsi accompagné soixante-dix partenaires (et plus de cent projets) dans douze pays, en conjuguant soutien financier et appui organisationnel. Nous avons facilité la création d'espaces d'échange de savoirs, de réflexion collective et d'élaboration de stratégies transnationales. À travers l'Alliance Féministe Francophone, nous avons également appuyé la participation des défenseuses des droits des femmes dans les instances multilatérales. Parallèlement, nous avons élargi nos programmes de formation à de nouveaux publics — journalistes, étudiant-e-s, militant-e-s, collectivités locales, partenaires techniques et financiers, institutions de recherche, agences internationales — afin de renforcer les capacités d'action et de résistance face aux offensives réactionnaires, et de favoriser l'émergence de réponses collectives et durables.

Pour Equipop, être solidaires signifie reconnaître que nous faisons partie d'une grande chaîne d'actrices et d'acteurs et qu'il est essentiel de prendre soin des liens qui nous unissent. Il s'agit également de comprendre que nous appartenons au monde et que nous sommes traversées par ce qui le traverse, le meilleur comme le pire. Cette perspective nous invite à observer le réel avec lucidité et à nous remettre régulièrement en question. Tout au long de l'année, nous avons poursuivi notre réflexion sur les manières de faire partenariat, en tenant compte des rapports d'inégalité, et sur la manière d'exercer notre influence, animées par la volonté d'apprendre sans cesse des autres.

Plus que jamais, nous constatons l'écart entre le monde tel qu'il est — profondément interdépendant — et celui que certains cherchent à imposer, fondé sur la peur et le repli. Pourtant, ce mouvement n'est ni inévitable ni irréversible. D'autres chemins demeurent possibles : ceux de la coopération, de la dignité et de la justice.

Dans ce contexte incertain, la solidarité ne relève pas d'un idéal lointain. Elle correspond à la fois à une pratique portée quotidiennement par de nombreuses actrices ainsi qu'à la condition même de notre capacité à faire face, à résister et à imaginer d'autres futurs. C'est pourquoi Equipop poursuit son engagement aux côtés de ses partenaires, pour cultiver des solidarités multiples — ancrées, vivantes et féministes.

Aurélié Gal-Régnez
Directrice exécutive

Soutien sorore ■■■ Partenariat ■■■ Mobilisation
Construisons des alternatives féministes ■■■ Construisons des alternatives

En 2024

Renforçons nos solidarités féministes

Nous avons consolidé notre soutien aux associations et militantes des droits des femmes

- Soutien financier à 111 projets et 70 partenaires dans 12 pays pour un encours de 8,5 millions d'euros.
- Consolidation de l'ancrage en France et dans la région MENA.
- Animation d'espaces de rencontre, d'échange, de production et partage de savoirs entre féministes et chercheuses (Agora, Symposium, voyage d'échange).
- Création et diffusion d'outils au sein des mouvements féministes pour renforcer les capacités d'action collective.
- Formations sur de nouvelles thématiques comme la dignité menstruelle ou l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité ».
- Subventions collectives et accompagnement sur mesure pour soutenir des projets de recherche par et pour les féministes, et des campagnes régionales de plaidoyer.

Nous avons soutenu et amplifié les voix des féministes auprès des décideurs et décideuses

- 150 partenaires empouvoiré-e-s financièrement et techniquement pour participer à des espaces décisionnels.
- Soutien de la participation de délégations féministes francophones au Conseil des droits de l'Homme à Genève, à la CSW à New York et à la conférence internationale pour le développement à Séville.
- Mobilisation de plus de 270 organisations de 61 pays dans une lettre ouverte sur l'urgence de défendre l'égalité de genre et renforcer les financements pour les organisations féministes.
- Lancement de l'Alliance Féministe Francophone pour renforcer la participation, l'influence, la mise en réseau et le financement des féministes francophones dans les espaces de décision internationaux.

Nous avons valorisé, produit ou partagé des connaissances

- Cycles de réflexion « Féminismes et Santé » et « Sororités Francophones » à travers lesquels nous avons abordé le Droit à l'avortement, l'éducation des enfants et des adolescent-e-s sur les questions de Violences Sexistes et Sexuelles, la prise en soin féministe des violences sexuelles et sexistes à l'hôpital, les violences gynécologiques et obstétricales, les ponts à consolider entre les approches féministes et la lutte contre le VIH/SIDA.
- Production de deux rapports de capitalisation du projet Féministes en Action : « Soutenir le pouvoir d'agir des organisations féministes : repères pour un accompagnement féministe » et « Luites féministes : des concepts clés à l'épreuve du terrain. Déconstruction féministe, libération de la parole et sororité ».
- Production du rapport du Symposium « Un espace à nous, entre militantisme et recherche : dialoguons sur une approche féministe des DSSR! » qui a réuni 40 chercheur-se-s et activistes de 14 pays d'Afrique de l'Ouest, du Nord et d'Europe.
- Organisation de l'événement « Femmes et médias : Les rencontres de l'égalité » avec Prenons la Une! et l'agence La Fronde, en partenariat avec le Conseil économique social et environnemental.
- Production du rapport « Comment construire une Europe féministe ? Après les élections européennes, les défis face à l'extrême droite ».

Renforçons
nos
solidarités
féministes



Zoom sur les partenaires d'Equipop

BEN

BÉNIN

- CALVIF (Centre d'aide et de lutte contre les violences faites aux femmes)
- CeRADIS (Centre de réflexions et d'actions pour le développement intégré et la solidarité)
- Filles en Actions
- Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement
- Jeunes Filles Actrices de Développement
- Le BACAR (Bureau d'Appui-Conseils d'Afrique pour les Réalisations)
- OSV/Jordan (Organisation pour le Service et la Vie)
- ROAJELF Bénin (Réseau Ouest-africain des jeunes femmes leaders)
- Scoutisme Béninois
- Women in Power Association
- Association des Femmes pour une Relève Orientée (AFRO BENIN)
- RESCUE AND HOPE
- Ecran Bénin
- Association Barika
- Réseau paix et sécurité des femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO)
- WANEP
- Jeunesse Regard et Actions (JRA-ONG)
- ASSOCIATION YONBA
- Jeunes Médiateurs du Bénin
- Le réseau Social Watch Bénin
- Maison de la Société civile
- Jeunes Médiateurs pour la Paix (JMP)
- Osnia GBANKOTO

BFA

BURKINA FASO

- ASMADE (Association Songui Manégré / Aide au développement endogène)
- Réseau des Femmes Leaders pour la Tolérance et la Paix du Centre Nord (RFLTP/CN)
- Burcaso (Conseil burkinabé des ONG/OBC et associations de lutte contre les IST / VIH / sida)
- WOMA Média (nouveau nom de Emma L Infos)
- Mouvement Citoyen FEMIN IN
- Réseau des Femmes Leaders pour la Tolérance et la Paix du Centre Nord (RFLTP/CN)
- IPBF (Initiative Pananetugri pour le bien-être de la femme)
- MMF/ANBF (Marche Mondiale des Femmes / Antenne Nationale du Burkina Faso)
- SOS/JD (SOS Jeunesse & Défis)
- Taafé Vision
- Voix de Femmes Burkina
- Association des Femmes Juristes du Burkina Faso
- Diakonía – Burkina
- ADDAD Burkina Faso
- AGMS (Aucune Grossesse en Milieu Scolaire)
- ABBEF
- JASRPFB/BF

CIV

CÔTE D'IVOIRE

- Actuelles
- AFJCI (Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire)
- ASAPSU (Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire et Urbaine)
- CPDEFM (Citoyennes pour la promotion et défense des droits des enfants, femmes et minorités)
- Gouttes Rouges
- LEADAFRICAINES
- Ligue Ivoirienne des Droits des Femmes
- MESSI (Mission des jeunes pour l'Education, la Santé, la Solidarité et l'Inclusion)
- ONEF (Organisation nationale pour l'enfant, la femme et la famille)
- SOS Village d'enfants – Côte d'Ivoire
- Stop au chat noir
- RIJES
- WOMAN AFRICAN FREEDOM (WAF)
- Réseau paix et sécurité des femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO)
- Réseau des Médiatrices de paix
- Opinion éclairée
- Plateforme de la Société civile pour la Paix et la démocratie en Côte d'Ivoire (PSCPD)
- Organisation pour la Réflexion et l'Action Féministe (ORAF)
- Engage and Share
- AIBEF
- ASCCI
- Sauvons 2vies
- Communauté des jeunes Engagé-e-s de Côte d'Ivoire

FRA

FRANCE

- ONG Seed
- IMPACT
- Filactions
- Lou Novio Jouen
- Resacoop
- Occitanie Cooperation
- Yvelines Cooperation

GIN

GUINÉE

- Club des Jeunes Filles Leader de Guinée
- WAFRICA Guinée
- Malaff

LBN

LIBAN

- Fe-male

MAR

MAROC

- Kif Mama Kif Baba
- Union d'Action Féministe – Tanger

MLI

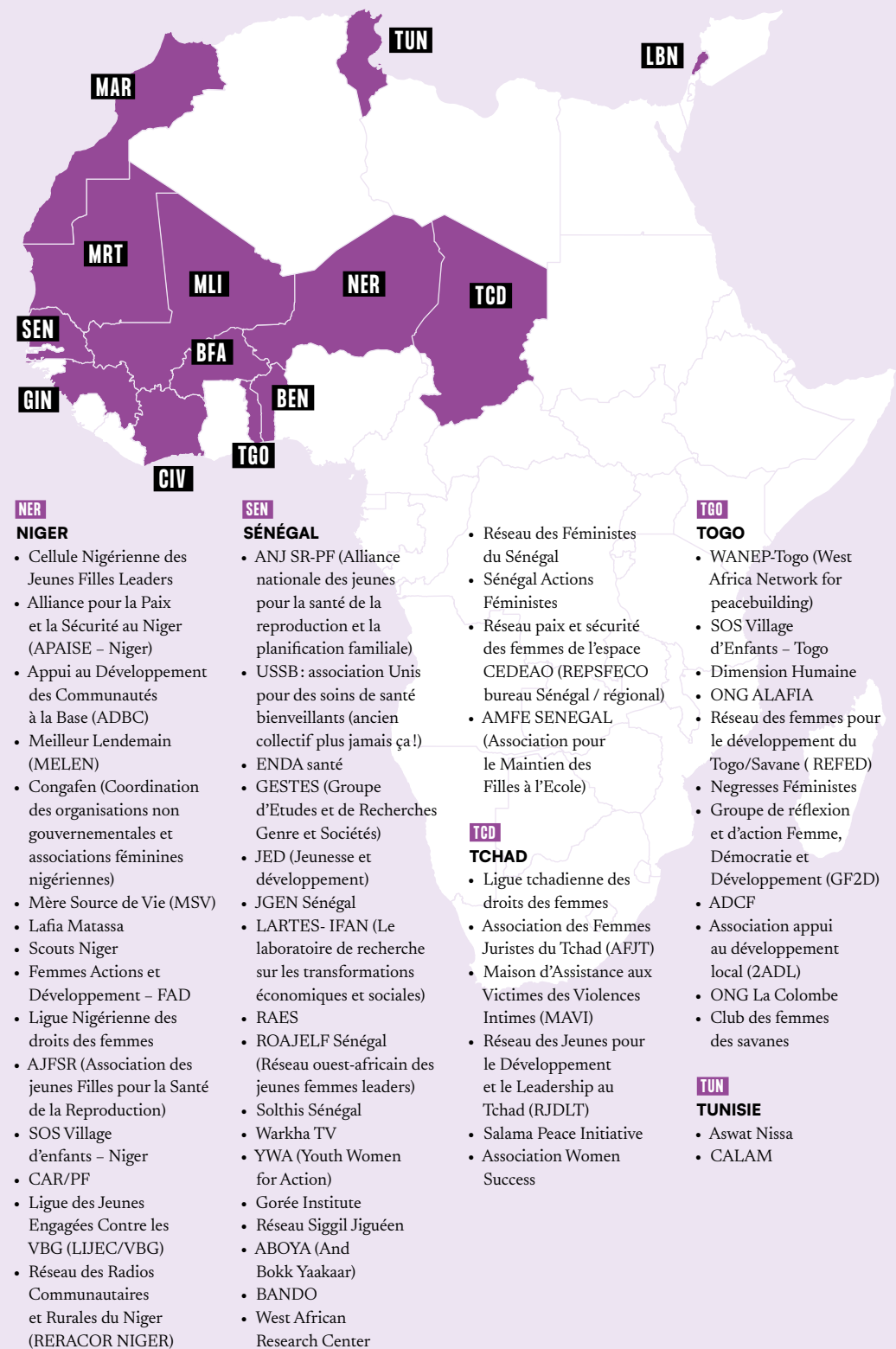
MALI

- ADDAD (Association de défense des droits des aide-ménagères et domestiques)
- AJCAD (Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie)
- AMSOPT (Association malienne pour le suivi et l'orientation des pratiques traditionnelles)
- Citoyenneté-elles (C-Elles)

MRT

MAURITANIE

- Initiative Santé de la Reproduction
- Voix des femmes



Réseaux

Equipop a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement.

En 2024, l'association renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



ALLIANCE FÉMINISTE FRANCOPHONE

Créée début 2025, l'Alliance Féministe Francophone (AFF) est une initiative visant à renforcer la participation des féministes francophones aux espaces multilatéraux pour y faire entendre leurs voix, et porter leur plaidoyer.



ALLIANCE DROITS ET SANTÉ

alliancedroitsetsante.org

Ce réseau d'organisations de la société civile française et ouest-africaine a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.



AWID

L'Awid (Association for Women's Rights in Development), créée en 1982, est une organisation féministe, associative et internationale de soutien aux mouvements qui œuvrent pour la justice de genre et les droits des femmes à travers le monde.



COLLECTIF SANTÉ MONDIALE

collectif-sante-mondiale.fr

Le collectif rassemble 11 associations françaises (Action contre la faim, AIDES, Action Santé Mondiale, Equipop, Médecins du monde, ONE, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction, Solidarité Sida et Solthis) qui plaident pour que la santé mondiale soit une priorité de la France.



COORDINATION SUD

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité, urgence et développement, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



COUNTDOWN 2030 EUROPE

countdown2030europe.org

Le réseau Countdown 2030 Europe est composé de 15 associations qui travaillent à la priorisation des droits et de la santé sexuels et reproductifs dans les politiques de développement des États européens et de l'UE.



ENDFGM

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines.



EXCISION, PARLONS-EN!

Excision, Parlons-en ! a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde.



F3E

Le F3E (Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation) est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.



IBP

ibpnetwork.org

Avec plus de 100 organisations membres représentant des organisations non gouvernementales (ONG) internationales, des organisations de la société civile (OSC) locales, des universités et autres, le réseau IBP réunit des partenaires pour partager les meilleures pratiques, expériences et outils afin de soutenir les programmes de planification familiale et de santé génésique. Les activités se concentrent sur le soutien à l'échange de connaissances, la documentation et les efforts de recherche sur la mise en œuvre.



NOUSTOUTES

NousToutes est un collectif féministe ouvert à toutes et tous, constitué d'activistes bénévoles dont l'objectif est d'en finir avec les violences sexistes et sexuelles dont sont massivement victimes les femmes et les enfants en France. Le collectif est tourné vers l'action avec deux objectifs principaux : exiger des politiques publiques efficaces contre les violences sexistes et sexuelles en matière de budget et de méthodes, sensibiliser l'opinion publique aux faits et mécanismes des violences sexistes et sexuelles au travers d'actions, de communications et de formations.



LE CENTRE ODAS

ODAS est un mécanisme de partenariat régional dédié au renforcement du mouvement pour l'avortement sécurisé à travers l'Afrique francophone. ODAS offre des opportunités de formation, partage les bonnes pratiques, coordonne les stratégies, mobilise des financements et facilite le réseautage.



PARTENARIAT DE OUAGADOUGOU

Le Partenariat de Ouagadougou a été lancé lors de la Conférence internationale sur la population, le développement et la planification familiale au Burkina Faso en 2011 par les 9 gouvernements des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires techniques et financiers pour accélérer les progrès dans l'utilisation des services de planification familiale dans ces pays.



PLATEFORME DROITS HUMAINS

La Plateforme Droits Humains « PDH » est un collectif d'ONG françaises agissant à l'international pour la promotion et la défense des droits humains. Elle offre un espace permanent d'échanges et de collaboration aux ONG françaises engagées sur ces enjeux au niveau international. Elle permet aux membres d'accroître leur visibilité, représentation, mise en lien et renforcement mutuel.



RÉSEAU DES JEUNES FÉMINISTES D'AFRIQUE DE L'OUEST

[@FeministesAO](https://www.feministesao.org)

Ce réseau est composé de militant-e-s féministes ouest-africain-e-s active-s sur le terrain qui souhaitent faire entendre leur voix dans les processus de décision à l'échelle nationale, régionale et internationale, notamment en ce qui concerne les droits des femmes et des filles.



WALKING THE TALK

Walking the Talk promeut l'adoption et la mise en œuvre de politiques étrangères féministes et de politiques d'égalité de genre en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et dans l'Union européenne. Des politiques étrangères inclusives qui défendent l'égalité de genre et reflètent les voix des femmes et des personnes LGBTQ+ des Suds, à travers notamment le financement d'organisations féministes progressistes et intersectionnelles.

MOBILISER

Mobiliser les responsables politiques et les citoyen·ne·s pour défendre les droits des femmes, et plus largement pour que les approches féministes nourrissent la construction de nos sociétés.



RÉSISTER, FÉDÉRER, TRANSFORMER

Une année de mobilisations féministes



Dans un contexte où l'égalité de genre et la solidarité internationale subissent des attaques frontales à travers le monde, Equipop s'est attelée à renforcer ses alliances pour déployer de fortes mobilisations dans de nombreux espaces institutionnels.

Depuis longtemps, militantes et chercheuses féministes tirent la sonnette d'alarme face à la montée de vastes mouvements anti-droits, soutenus par des gouvernements réactionnaires, des fortunes conservatrices et des acteurs religieux extrémistes. Leurs attaques ont de graves conséquences, très concrètes, sur les femmes et les personnes LGBTQIA+, en particulier en matière de droit à disposer de son corps, et présagent très souvent d'attaques plus larges contre les droits humains et la démocratie.

Face à cela, nous devons nous organiser, avec urgence et efficacité, pour éviter que des décennies de progrès ne soient balayées. À ce titre, l'activisme féministe est plus que jamais une voie de résistance et de transformation, et sa dimension collective est essentielle.

Diversité des formes de mobilisation

C'est ce à quoi Equipop s'attèle, parfois en initiant des dynamiques, parfois en y contribuant de près ou de loin, et très souvent en soutien à des partenaires des sociétés civiles. Cela se traduit par une participation aux espaces de décision, de façon formelle ou en marge, par la production d'analyses et de positionnements pour peser dans le débat public, par la conduite d'évaluations des politiques publiques, par un travail de sensibilisation des médias, et de façon générale, par une mise en réseau des domaines associatif, politique, médiatique et de la recherche.

L'action d'Equipop sur la thématique « Femmes, paix et sécurité » est un bon exemple de la complémentarité des approches. Tout en nous appuyant sur ce concept institutionnel entériné par l'ONU en 2000, nous militons pour son élargissement à une approche féministe de la sécurité internationale et de la construction de la paix, et à la convergence avec l'agenda « jeunes, paix et sécurité ». Cette démarche se produit à différentes échelles géographiques, d'abord autour d'un projet de soutien à des associations investies dans les processus nationaux de plusieurs pays du Sahel, mais aussi en France avec l'évaluation de la mise en œuvre du Plan National d'Action qu'Equipop a co-pilotée à travers le Haut Conseil à l'Égalité (HCE) fin 2024, et enfin à travers des événements organisés dans le cadre onusien, par exemple en mars 2025 à New York : « Investir dans le leadership des jeunes femmes : une voie vers la paix et la sécurité en Afrique ».

L'égalité de genre est devenue une question de « hard power »

Ce phénomène de backlash est connu, et Equipop a contribué à le documenter ces dernières années. Mais il s'intensifie, et 2024-2025 est un moment charnière. Avec l'arrêt brutal des financements de l'USAID décidé par D. Trump, et les coupes drastiques dans l'aide au développement opérées par plusieurs États européens (comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, etc.), au final, c'est l'essence même de la solidarité internationale qui est menacée. À cela s'ajoutent plusieurs crises géopolitiques et une tendance accentuée à la militarisation des sociétés.

Une diversité d'actrices et d'acteurs ont tenté pendant des décennies de faire des droits des femmes et de l'égalité de genre une question centrale des relations internationales, sans succès. Par ailleurs, les analyses féministes des relations internationales, qui mettaient en évidence le lien entre une culture masculiniste et le risque de désordres géopolitiques, ont été largement négligées. Et de fait, aujourd'hui, ce sont les forces illibérales qui ont définitivement transformé la question de l'égalité de genre et des droits humains en véritable enjeu géopolitique à part entière.



Aux niveaux mondial, régional, national et local, Equipop et ses partenaires promeuvent des approches féministes, et plus largement les droits humains, la justice et la démocratie. On peut schématiquement décliner cinq points d'entrée : le financement des mouvements féministes et de l'égalité de genre dans les politiques publiques, la défense des droits acquis, y compris des droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR), la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, et la participation aux instances de décision et l'accès aux espaces publics et digitaux.

Au niveau mondial

Au niveau mondial, Equipop a facilité l'expression de voix féministes, particulièrement issues d'Afrique de l'Ouest et de la région Afrique du Nord – Moyen-Orient, dans quatre espaces multilatéraux.

Pour le Sommet de l'Avenir 2024, Equipop a facilité l'élaboration d'un document de positionnement commun, porté à New York par une délégation d'activistes, et un side event intitulé « Nos futurs féministes ». Un deuxième temps fort, qui a marqué les débuts de l'Alliance Féministe Francophone (voir encadré), a été la 69^e commission sur le statut des femmes (CSW), couplée à la 58^e session de la commission sur la population et le développement (CPD).



Le processus onusien lié au financement du développement a constitué un fil rouge, culminant dans la participation à la conférence de Séville. Notre action a consisté à mobiliser les parties prenantes pour éviter les reculs sur l'égalité de genre, et promouvoir des financements pérennes pour les organisations féministes. Equipop a notamment coordonné un courrier commun, endossé par plus de 250 organisations d'une soixantaine de pays, et s'est mobilisée à de nombreuses reprises pour préserver le fonds de soutien pour les organisations féministes, établi par la France, de coupes budgétaires radicales.

Au niveau régional

En Afrique de l'Ouest, Equipop est membre du réseau Alliance Droits et Santé, actif sur de nombreux sujets, et qui a notamment coordonné une forte mobilisation en amont de l'adoption de la Convention de l'Union africaine sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles.

Equipop est aussi impliquée sur la question de l'avortement sécurisé, à travers des collaborations avec le centre ODAS, pour développer une approche féministe de la question.

Au niveau de l'Union européenne, Equipop a commencé à déployer son action de manière plus substantielle, autour de deux enjeux principaux :

- premièrement, maintenir les droits acquis, dans un contexte d'attaques sur l'espace civique et les associations, d'absence d'une commissaire dédiée à l'égalité de genre, et de la prochaine arrivée à échéance du plan d'action sur l'égalité ;
- deuxièmement, sécuriser des moyens pour faire avancer l'égalité de genre, dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel.

Equipop a co-organisé avec l'eurodéputée Mélissa Camara un événement de lancement au Parlement européen du rapport intitulé « Comment construire une Europe féministe ? Les défis face à l'extrême droite ». Réalisé en coopération avec Heinrich-Böll-Stiftung Paris, il s'inscrit dans la série de travaux d'Equipop sur les mouvements anti-droits. Il dresse un état des lieux de l'UE post-élections, en analysant la montée des partis d'extrême droite, leurs stratégies, et les répercussions sur les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+. L'événement a réuni un large éventail de participant-e-s, médias, associations, étudiant-e-s et eurodéputées.

Au niveau national

Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, nos partenariats avec de nombreuses associations (voir page 6) incluent un appui en plaidoyer à la demande sur des enjeux spécifiques, ou des collaborations plus denses, par exemple sur des thématiques comme la dignité menstruelle ou Femmes, paix et sécurité. Les partenaires d'Equipop évaluent des stratégies publiques sur l'égalité (par exemple ROAJELF au Sénégal), militent pour le financement des DSSR au niveau local (JeD), concourent à l'application de certaines lois contre les VBG et pour la reconnaissance des féminicides (Ligue Ivoirienne).

En France, outre un appui à la réflexion sur les approches féministes aux réseaux régionaux de solidarité internationale, Equipop contribue à ancrer la diplomatie féministe dans la politique étrangère française, dans une démarche à la fois de co-construction et de suivi des politiques publiques qui guide l'action d'Equipop depuis sa création en 1993. Equipop prend la parole sous de multiples formes sur ce sujet, dans les médias, dans des espaces institutionnels, auprès des parlementaires, et sensibilise des institutions publiques à la question du backlash. Et de par son siège au HCE, Equipop a participé, au sein du comité de pilotage animé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, à réhausser les exigences dans l'élaboration de la stratégie.



Malgré l'instabilité politique que connaît la France, la première stratégie internationale pour une diplomatie féministe 2025-2030 a été officiellement lancée. Si c'est évidemment le début d'un travail de suivi de la mise en œuvre, cela représente l'aboutissement de plusieurs années de plaidoyer. Etant donné les équilibres, ou les déséquilibres géopolitiques actuels, même si l'action de la France reste plus que perfectible, le lancement de cette stratégie est un signal important à l'échelle internationale. Il y a un fort besoin de leadership politique en faveur de l'égalité de genre, qui devrait être renforcé par la quatrième conférence des politiques étrangères féministes, organisée par la France à l'automne 2025.

L'Alliance Féministe Francophone, une nouvelle dynamique cruciale

Créée début 2025 et facilitée par un consortium piloté par Equipop, et composé du Fonds pour les Femmes en Méditerranée (FFMed) et de la Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH), l'Alliance Féministe Francophone (AFF) est une initiative qui vise à renforcer la participation des féministes francophones aux espaces multilatéraux. À l'heure actuelle, elles se heurtent à de nombreux obstacles pour y faire entendre leurs voix, tels que la faiblesse des financements, le manque d'espace de coordination et de formation, et la barrière linguistique.

À travers une mise en réseau des activistes et mouvements féministes, et un soutien au développement de leur connaissance des espaces institutionnels, l'AFF contribue à renforcer et visibiliser le plaidoyer collectif en faveur de l'égalité de genre à l'échelle internationale. Cette démarche est d'autant plus essentielle que les mouvements anti-droits disposent de financements massifs et sont organisés de manière très efficace.

Riche de la diversité des parcours, des expertises et des légitimités de ces activistes, le plaidoyer collectif s'adresse aux États, aux diverses institutions publiques et aux bailleurs de fonds. Il a vocation à se dérouler dans de nombreux espaces multilatéraux.

Le lancement de l'AFF a fait l'objet de deux événements : à Paris, au quai d'Orsay, le 7 mars 2025, à l'occasion de la présentation de la stratégie pour une diplomatie féministe, et quelques jours plus tard à New York, en présence de 150 personnes aux profils divers : activistes, diplomates, représentant-e-s de gouvernements, d'agences onusiennes, et de la philanthropie.

La première délégation de l'AFF dans un espace multilatéral a donc participé à la 69^e commission sur le statut des femmes (CSW) à New York, marquant le trentième anniversaire de la Déclaration et Plateforme d'Action de Pékin (Beijing+30). Ensuite, l'AFF a investi deux autres espaces incontournables : la 59^e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève et la 4^e conférence sur le financement du développement à Séville.



Face au backlash, la nécessité d'une action collective des médias et des associations



Le 25 février 2025, Equipop, Prenons la Une ! et La Fronde ont co-organisé, en partenariat avec le CESE, l'événement « Femmes & Médias, les rencontres de l'Égalité ». Cette journée a été rythmée par de riches réflexions sur les défis et le rôle des médias face à la montée des conservatismes et du backlash anti-genre.

Les droits des femmes sont un bon thermomètre de nos démocraties : aujourd'hui, il vire au rouge. Partout, des réseaux réactionnaires mènent une offensive antiféministe, raciste et autoritaire. Des États-Unis à l'Europe, des figures d'extrême droite diffusent une idéologie misogyne et masculiniste, attaquant droits fondamentaux, médias indépendants et solidarité internationale. En France, cette stratégie se traduit par des coupes dans l'APD, des tentatives de rachat d'écoles de journalisme et de maisons d'édition, et la création d'établissements formant de futurs médias d'extrême droite. Ces forces imposent leurs récits par la désinformation et l'inversion des valeurs.

Plus de 200 personnes ont participé à cette journée, preuve d'une volonté commune de réfléchir à ces sujets. Les participant-e-s ont réaffirmé la nécessité d'une riposte collective, alliant journalistes et associations féministes. Des contre-pouvoirs existent. Le travail des médias indépendants comme StreetPress, l'engagement de collectifs tels que Prenons la Une !, les initiatives locales comme le Réseau Égalités de Ouest-France, ou encore le cordon sanitaire médiatique belge montrent qu'une autre voie est possible. La mobilisation passe aussi par une vigilance dans les pratiques journalistiques : refuser la banalisation de l'extrême droite, remettre en cause la culture du clash, et documenter les stratégies autoritaires sous-jacentes. Ces initiatives sont aujourd'hui essentielles, et ne doivent pas rester marginales. Le rapport de force économique est défavorable et les attaques sont vives : face à cela, il faut créer des espaces de résistance – à l'image de cette journée – plus grands, et investir tous les espaces médiatiques. Comme l'a résumé la journaliste Salomé Saqué : « Il nous faut passer de l'indignation à la résistance ».

RESSOURCER



Ressourcer les activistes et les associations en les soutenant financièrement et techniquement, en amplifiant leurs voix et en renforçant les actions collectives transnationales.

DES FORMATIONS COMME DES « ESPACES À NOUS »

Pour penser ensemble et
construire le changement



Dans un contexte de remise en cause des libertés fondamentales et d'intensification des discours et politiques anti-droits, la formation s'inscrit comme un outil de résistance et d'émancipation. C'est dans cette dynamique qu'Equipop a déployé son offre de formation cette année, en faisant de la pédagogie un espace de mise en mouvement. Ancrées dans l'expérience des participant·e·s, nos formations créent les conditions d'un questionnement en profondeur : sur soi, ses pratiques, son organisation.

En s'adressant à une grande diversité d'acteur·ice·s dans différents espaces géographiques, plusieurs leviers d'action sont investis simultanément. Les approches féministes y sont pensées comme des outils pour inventer d'autres imaginaires, organiser des contre-pouvoirs et nourrir les dynamiques de changement social dans le secteur de la solidarité internationale. Se former est un moyen de créer des espaces pour se ressourcer, remettre du sens dans l'action et tisser des alliances.

Ces espaces favorisent la confrontation des points de vue et l'émergence de l'intelligence collective. Ils permettent aussi la construction d'une grammaire commune et d'outils d'analyse critique et font de la formation un levier d'émancipation portée par l'idée que penser collectivement est une force résolument politique. Former, c'est aussi accompagner des contre-pouvoirs : Equipop outille ainsi celles et ceux qui, au sein de leurs structures, souhaitent porter des voix alternatives, interroger les rapports de pouvoir et penser d'autres imaginaires.

Des espaces de ressourcement et de respiration

Les formations proposées par Equipop sont pensées comme des « espaces à nous » : des lieux de respiration où l'on peut nommer et transformer collectivement les contextes qui nous traversent. Des espaces qui prennent soin des personnes autant que des idées (en leur donnant le temps et l'espace pour être questionnées et réinventées collectivement), qui offrent un recul critique pour remettre du sens dans les pratiques. Inspirée des principes de l'éducation populaire et des approches féministes, notre pédagogie repose sur la co-construction des savoirs, le partage des vécus, l'expérimentation et la réflexivité (voir encadré sur nos postures pédagogiques p.24). Elle ouvre la voie à un changement non prescrit, partant de là où chacun·e se situe.

Des espaces pour questionner les pouvoirs et se mettre en mouvement avec des acteur·ice·s pluriel·le·s

Entre juillet 2024 et juin 2025, Equipop a organisé une trentaine de formations et accompagné plus de 40 organisations différentes, touchant plus de 1000 personnes dans différents espaces géographiques. Ces interventions ont concerné un large éventail d'acteur·ice·s : journalistes, étudiant·e·s, militant·e·s, collectivités, partenaires techniques et financiers, institutions de recherche, agences internationales, etc. Cette diversité de publics est importante en ce qu'elle permet de décloisonner les espaces et de croiser les expériences.

Nous avons ainsi renforcé la structuration de notre accompagnement en matière de formation, dans le cadre de projets existants comme de nouvelles collaborations, répondant à une demande croissante sur les enjeux de justice sociale. Nos interventions se sont ancrées dans des environnements variés, affirmant ainsi que les principes féministes peuvent – et doivent – s’infuser partout où se jouent des rapports de pouvoir. Promouvoir ces principes, y compris dans les espaces les plus institutionnels, c’est réaffirmer leur pertinence politique : permettre une redistribution du pouvoir au service de plus d’égalité.

Ce travail s’est notamment concrétisé par un accompagnement du Campus Groupe AFD, centre de formation de l’Agence française de développement, dans l’intégration stratégique et opérationnelle des approches féministes. Cet accompagnement s’inscrit pleinement dans la trajectoire portée par la diplomatie féministe française et la volonté du Campus de faire de l’égalité de genre un axe transversal de son action. À travers la formation de l’ensemble de l’équipe, nous avons travaillé à construire une culture commune, réflexive et critique, centrée sur les rapports de pouvoir, les inégalités structurelles et la connaissance des luttes féministes. Ce travail s’est aussi incarné dans plusieurs projets phares du Campus – tels que le programme en intelligence collective PLAY, l’Académie des Talents Méditerranéens, le Social and Inclusive Business Camp – en intégrant des outils d’éducation populaire féministe, des grilles d’analyse intersectionnelle, ou encore des modules sur la communication inclusive et politique. Ces expériences montrent à quel point les

approches féministes sont à la fois des ressources pour penser autrement les enjeux du développement et des leviers concrets pour transformer les pratiques de formation. Elles contribuent ainsi à faire du Campus un espace d’apprentissage collectif, ouvert à la pluralité des savoirs, attentif aux vécus situés, et porteur de dynamiques transformatrices.

Nos collaborations avec les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA) – notamment RESACOO, Occitanie Coopération, Yvelines Coopération – illustrent pleinement le potentiel des approches féministes à l’échelle territoriale. Dans ces espaces souvent marqués par une approche technique et une forme d’injonction à « faire du genre », les formations ont permis de repolitiser les enjeux, en les reconnectant aux réalités de terrain et aux rapports de pouvoir. Elles ont offert aux collectivités et aux associations l’opportunité de questionner leurs pratiques, leurs marges de manœuvre, leurs manières de construire des partenariats, et leurs rôles dans le secteur de la solidarité internationale. Cette démarche a renforcé les capacités des petites structures et suscité une demande renouvelée de formation.

Dans un contexte où l’espace médiatique façonne les représentations sociales, former les journalistes aux approches féministes est également devenu un enjeu stratégique. Equipop en a fait un des piliers de son action, en intervenant aussi bien dans les écoles de journalisme qu’auprès de professionnel·le·s. À travers des modules adaptés, nous les accompagnons dans l’analyse de leurs pratiques, le repérage des biais sexistes et la construction de récits plus justes et inclusifs. Ces formations visent à améliorer



le traitement médiatique des enjeux de genre ou des violences sexistes et sexuelles et également à créer des espaces de soutien entre pair·e·s, en particulier pour les journalistes isolé·e·s ou confronté·e·s à des environnements professionnels hostiles. L’atelier organisé au Burkina Faso, dans le cadre du projet Se Défendre, en est une bonne illustration : en travaillant sur les biais narratifs, l’éthique féministe du récit, ou la centralité des survivantes dans la couverture des violences, il a ouvert la voie à la création d’un réseau de journalistes sensibilisé·e·s. Former les journalistes aujourd’hui, c’est leur donner les outils pour un traitement féministe de l’information, faire entendre d’autres voix et participer pleinement aux luttes pour la justice de genre.

Des espaces pour amplifier les alliances

Partager nos approches, essaimer les savoirs féministes et se nourrir des expériences des participant·e·s, représente un enjeu crucial qui soulève de nombreuses questions pour nos futures collaborations : comment (re)penser la dissémination de ces savoirs dans une perspective plus inclusive ? Se mettre en dialogue avec des acteur·ice·s moins engagé·e·s sur ces sujets ? Créer des espaces de mise en lien et d’alignement stratégique entre des acteur·ice·s qui ne se rencontrent pas toujours, mais qui partagent un même désir de transformation et d’égalité ? Toucher de nouveaux publics ? Renforcer la qualité de notre offre et élargir l’accès à nos formations ? Dans cette perspective, Equipop engagera une démarche de

certification QUALIOPI en 2025, pour renforcer la structuration de son offre, permettre une prise en charge par les OPCO (opérateur accompagnant la formation professionnelle en France), et faciliter l’accès à la formation, notamment aux petites associations.

Mais ce mouvement de structuration ne vise pas uniquement à professionnaliser notre activité de formation : il permet aussi de mieux reconnaître les effets transformatifs de la formation, y compris pour celles et ceux qui l’animent. Concevoir et porter ces formations constitue en soi un levier d’empouvoirement, une source de réflexions renouvelées, d’alignement stratégique et de prise de recul, qui vient nourrir nos pratiques et nos engagements. Il nous faudra apprendre à mieux observer, documenter et valoriser ces effets internes, souvent invisibilisés, mais fondamentaux pour la vitalité de nos démarches et notre propre puissance d’agir.

Ces « espaces à nous » de formation s’inscrivent dans la volonté d’ancrer la démocratie dans une participation active et critique de toutes et tous en favorisant la prise de parole, le débat et l’analyse collective des enjeux actuels qui traversent nos sociétés. Nous sommes convaincues que les démocraties ne peuvent exister sans une réelle capacité des individualités et des collectifs à s’approprier les enjeux politiques et à s’engager pour peser sur le cours des événements. Les alliances rendues possibles par nos formations offrent ainsi des espaces inédits pour penser et faire le politique, collectivement et autrement.

Des postures pédagogiques qui résonnent avec nos principes d'action féministes

Les postures pédagogiques d'Equipop s'inscrivent dans quelques principes d'action féministes structurants : elles sont politiques, situées, et conçues pour contribuer à des dynamiques collectives de transformation, tout en prenant soin des personnes.

- **Outiller sans prescrire :** nos formations partent des pratiques et questionnements des participant-e-s. Il ne s'agit pas de livrer des solutions, mais de créer les conditions d'un cheminement collectif, en soutenant l'empouvoirement – c'est-à-dire la prise de conscience de son pouvoir d'agir.

« J'ai compris que de petites actions sont possibles dès maintenant, sans attendre un changement global. (...) Je repars avec une énergie positive et l'envie que tout le monde suive cette formation. (...) La facilitatrice fait preuve d'une écoute empathique, se met à la place de tout le monde et ne juge jamais. »
(formation sur les partenariats équitables, IRD, France)

- **Créer les conditions de l'analyse collective :** nos formations facilitent la co-construction de sens et la mise en commun d'expériences. Elles valorisent la production de savoirs ancrés dans les vécus de terrain.
- **Faire avec, et non pour :** les participant-e-s sont reconnu-e-s comme parties prenantes à part entière. Cette posture reflète notre volonté à questionner les relations de pouvoir et d'éviter toute forme de domination dans la relation pédagogique, comme dans nos partenariats.
- **Mobiliser des méthodes participatives :** les outils issus de l'éducation populaire (arpentage, photolangage, non-mixité choisie...) favorisent la prise de parole, la faculté à faire un pas de côté et penser autrement, élargir ses perspectives, renforcer l'autonomie d'analyse et d'action. Ils permettent de déployer concrètement une approche intersectionnelle, en créant des espaces d'écoute des identités plurielles.

« Ces sessions m'ont permis d'acquérir des compétences précieuses pour évaluer le chemin parcouru dans les projets (...). La méthodologie d'animation a facilité ma compréhension des différentes dimensions abordées, notamment la vision de l'intelligence collective, avec des techniques et des mises en situation pratique. J'ai également apprécié le partage d'expériences à partir de nos vécus. »

(formation sur l'empouvoirement, projet Sansas, Sénégal)

- **S'ancrer dans les pratiques des personnes formées :** en croisant les expériences de terrain, les savoirs expérientiels et plus théoriques, nous construisons des analyses situées. Cela favorise l'institutionnalisation des valeurs féministes dans des contextes parfois peu propices à leur expression.

- **Faire collectif :** nous connectons des actrices et acteurs engagé-e-s, qui, ensemble, peuvent faire entendre leurs voix. Cela traduit notre volonté de soutenir les mouvements pour l'égalité et de construire des alliances, dans nos différents espaces d'intervention.

« Cette formation renforce la cohésion des équipes. (...) Peu importe le niveau de conscience de départ, chacun-e repart avec des clés pour questionner, comprendre et agir. »

(formation sur les approches féministes, campus AFD, France)

- **Cultiver une réflexivité en continu :** nous questionnons en permanence nos pratiques, pour faire exister nos valeurs féministes dans nos postures pédagogiques comme dans l'ensemble de nos actions.

Alerte ressource : un dossier pour repenser les politiques de solidarité internationale et de lutte contre les inégalités mondiales à partir des approches féministes

Dans le dossier « *Repenser les politiques de solidarité internationale et de lutte contre les inégalités mondiales à partir des approches féministes* » Equipop vous propose une lecture critique de la place que doivent occuper les approches féministes dans la Solidarité Internationale (SI).

Souvent pris-e-s dans l'urgence d'agir et face à l'ampleur des inégalités qui traversent le monde patriarcal, postcolonial et capitaliste dans lequel nous vivons, nos organisations disposent rarement du temps nécessaire pour porter un regard critique sur leurs pratiques. En reconnaissant les écueils dans lesquels notre secteur peut tomber, tout en étant consciente du chemin parcouru et restant à parcourir pour une organisation comme Equipop, nous souhaitons participer collectivement à la transformation de notre secteur. Dans le contexte actuel, l'un des enjeux majeurs est de formuler des alternatives fortes et transformatrices, tout en continuant à porter une parole audible et mobilisatrice pour le grand public. Ce dossier est une mise en dialogue des apports des réflexions féministes, issues du monde militant comme de la recherche, avec les pratiques du secteur de la SI. Il invite à l'autoréflexivité, à la reconnaissance des biais intériorisés qui nous façonnent et à la visibilisation de pensées et d'outils issues des approches féministes et décoloniales. Ce dossier ne prétend pas à l'exhaustivité ; il ouvre des pistes, propose des outils et invite à poursuivre le travail pour renforcer la SI.



Pour aller plus loin, nous vous invitons à explorer [le centre de ressources d'Equipop](#). Il se situe en complémentarité des nombreux espaces qui rassemblent des ressources sur les réflexions et actions féministes en matière de politique étrangère et de solidarité internationale. Dans un contexte politique tendu, marqué par des reculs importants sur l'aide publique au développement et où les mouvements anti-droits attaquent directement l'essence même de ces secteurs, il y a un besoin grandissant d'espaces critiques et solidaires pour réfléchir aux *alliances* à construire, aux narratifs à transformer et aux pratiques à renouveler collectivement. Il offre un appui à celles et ceux qui, dans les associations, les institutions ou les médias cherchent à questionner leurs engagements.

RESSOURCER LES MILITANTES FÉMINISTES ET ORGANISATIONS

Pour les droits des femmes
et la justice sociale



Equipop poursuit son travail de soutien aux actrices et acteurs du développement, en particulier les militantes féministes et les organisations qui agissent pour les droits et la santé des femmes dans le monde.



Ce soutien se fait à la fois par un accompagnement technique qui répond à leurs besoins spécifiques et financiers, avec le soutien de 111 projets et l'accompagnement de 70 partenaires dans 12 pays pour un encours de 8,5 millions d'euros. Dans ce soutien aux organisations, Equipop s'est engagée en 2024 avec ses partenaires sur deux nouvelles thématiques : la santé et la dignité menstruelle et les enjeux de femmes, paix et sécurité.

L'année 2024 a marqué le lancement du projet *Sang pour Sang: uni-es pour la dignité*, porté par Fos Feminista (cheffe de file), PSI-Europe, Global South Coalition for Dignified Menstruation et Equipop, et soutenu par l'AFD. À travers une approche fondée sur les droits, ce projet vise à lutter contre les stigmatisations liées aux menstruations, à faire émerger des récits alternatifs sur ces sujets et surtout à promouvoir la possibilité de menstruer en toute dignité pour toutes les personnes concernées. Equipop, en tant que fonds féministe, soutient des organisations féministes dans trois pays d'intervention (Bénin, Côte d'Ivoire et Guinée Conakry), en mettant à leur disposition des financements flexibles, des outils d'accompagnement et des espaces de réseautage. Depuis les marges, vers le centre, ce soutien sera fait en priorité aux organisations issues ou alliées des groupes marginalisés – jeunes filles, personnes LGBTQIA+, femmes en détention, personnes en

situation de handicap ou vivant avec le VIH – afin que leurs voix façonnent les politiques publiques et les programmes de développement.

Avec le lancement du projet *Pour des Agendas Féministes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel* – porté par un consortium composé d'Equipop (cheffe de file), Diakonia, Femmes Actions et Développement et Gorée Institute – c'est la première fois que nous intégrons pleinement les enjeux de paix et de sécurité dans nos actions féministes, affirmant ainsi que la participation des femmes et des jeunes est essentielle à une paix durable. En effet, si les jeunes femmes ont prouvé leur rôle clé dans la médiation et la prévention des conflits, elles peinent encore à obtenir une reconnaissance et des ressources à la hauteur de leurs engagements. Financé par l'AFD, ce projet déployé au Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Niger, Tchad, Togo, soutient les actrices locales à travers un dispositif de subventions souple et pérenne, du niveau communautaire au plaidoyer régional, dans leur lutte contre les violences, pour la justice de genre et la transformation des normes patriarcales. En contexte de crises sécuritaires croissantes, accompagner les initiatives féministes sur ces enjeux et les porter à l'agenda est une priorité politique comme un impératif de justice sociale.

Guinée



WAFRICA Guinée Briser le silence sur les VBG

Créée en 2008, WAFRICA Guinée est une ONG féministe qui œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des femmes, des filles et des groupes vulnérables, à travers une approche fondée sur les droits humains, l'autonomisation et le plaidoyer. Ses actions se concentrent principalement sur deux axes : la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et l'autonomisation socio-économique des femmes et des jeunes. Reposant sur une gouvernance participative, WAFRICA Guinée regroupe actuellement 17 membres actifs, recruté-e-s selon leurs compétences et leur engagement. Active sur l'ensemble du territoire guinéen, elle collabore également avec de nombreux partenaires nationaux et internationaux, renforçant ainsi la portée et l'impact de ses programmes.

Le MeToo des Guinéennes

Le silence peu à peu se brise en Guinée autour des violences faites aux femmes. L'élément déclencheur : le décès en 2021 d'une patiente, à la suite d'un viol par des médecins. WAFRICA réagit à chaque nouveau cas de VBG, comme en avril 2025 après le lynchage diffusé sur les réseaux sociaux d'une professionnelle du sexe. Mais la justice condamne encore peu souvent les auteurs, de quoi décourager les victimes de porter plainte. En 2024-2025, WAFRICA a donc mené un plaidoyer pour inscrire dans le Code civil la poursuite de l'action civile à travers soit la prise en charge par une ONG soit par le ministère public, même en cas de rétractation. Jusqu'alors, en cas de retrait de plainte, l'affaire était classée, et il n'y avait pas de poursuites.

« Le grand problème de notre pays, c'est la normalisation de l'impunité. »

Fatou Souare Hann, directrice exécutive de WAFRICA

Nouvelle Constitution : intégrer l'égalité

En septembre 2024, avec d'autres femmes leaders, la directrice exécutive de WAFRICA, membre de la délégation du Groupe de Réflexion et d'Influence des Femmes (GRIF), a participé à l'atelier de relecture de l'avant-projet de la nouvelle Constitution de Guinée à Conakry. L'objectif : que le texte intègre les principes d'égalité, d'équité et de parité, en conformité avec les instruments juridiques internationaux. À noter que selon l'Indice d'Inégalités de genre de l'ONU, la Guinée a été classée 182ème sur 191 en 2021.

ZOOM SUR... L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL (EPU)

En avril 2025, la Guinée a été examinée pour la quatrième fois dans le cadre de l'Examen Périodique Universel afin d'évaluer ses progrès en matière de droits humains depuis 2020. L'occasion pour

WAFRICA de mener un plaidoyer sur les différentes violences faites aux femmes et interpellier les autorités publiques pour soutenir la libération de leur parole. « Lutte contre la corruption dans le système judiciaire, décriminalisation des manifestations pacifiques et levée de la censure sur les médias privés » a également préconisé l'ONU.

Le soutien sorore d'Equipop

WAFRICA a bénéficié d'un accompagnement précieux dans le développement de son plan stratégique triennal, désormais finalisé, structuré et opérationnel. Ce soutien s'est également étendu à l'audit de ses comptes, une étape cruciale pour renforcer sa transparence financière et faciliter la mobilisation de ressources. « Enfin, nous avons travaillé à l'élaboration d'un plan de communication, un domaine qui représentait jusqu'ici une faiblesse pour nous », affirme Fatou Souare Hann.

À suivre...

Enlèvements de défenseurs des droits humains, censure des médias, coupures internet... Le contexte se durcit en Guinée depuis l'arrivée au pouvoir de la junte militaire. Le président de la transition, le colonel Doumbouya, a affirmé que des élections présidentielles auront lieu d'ici la fin 2025. En attendant, WAFRICA reste mobilisée sur la sécurité des militant-e-s et envisage de créer des synergies entre associations pour faciliter la prise en charge des victimes des VBG. L'union fait la force.



Togo



Réseau des Femmes et Développement des Savanes (REFED Savanes) Ouvrir la voie aux femmes

Fondé en 2004 par les femmes leaders de 26 associations de la région des Savanes au Togo, le Réseau des Femmes et Développement des Savanes (REFED/S) ambitionne de devenir un cadre de concertation et de formation pour renforcer la voix et l'autonomisation des femmes. Son Assemblée Générale regroupe les déléguées des associations membres, le Conseil d'Administration et un bureau exécutif dirigé par une Coordinatrice. À ce jour, le REFED rassemble plus de 400 associations, coopératives et groupements féminins, dont les actions vont de la lutte contre les VBG, au plai-

doyer pour les droits socio-économiques, l'accès à l'éducation des filles, et la protection de l'environnement.

20 ans d'actions

Le 3 avril 2024, le REFED a fêté ses 20 ans de mobilisation pour les droits des femmes et des filles au Togo. Une expérience qui lui vaut d'être devenu un acteur incontournable du débat public mettant en lumière des sujets de société, souvent invisibilisés. Son cheval de bataille en 2024 : la lutte contre les mariages précoces et forcés des jeunes filles, fléau

persistant dans la région des Savanes. À travers des campagnes de sensibilisation, des ateliers de formation avec les leaders communautaires et des plaidoyers auprès des autorités locales, le REFED a mobilisé la communauté pour protéger les droits des filles et promouvoir leur maintien à l'école et la veille contre l'excision.

Femmes en politique

Le Togo compte parmi les pays d'Afrique de l'Ouest où la participation des femmes en politique progresse, avec une hausse des sièges féminins au parlement passant de 1,2 % en 1997 à 18,7 % en 2020. Pourtant, beaucoup reste à faire pour atteindre la parité. En amont des élections municipales de juillet 2025, le REFED a organisé à Lomé un atelier national pour renforcer l'engagement public des femmes. Les participantes et potentielles candidates y ont formulé une déclaration avec des propositions concrètes : renforcer la formation politique des femmes, inciter les partis politiques à soutenir les candidatures féminines ou encore créer des réseaux de mentorat.

« Ensemble, engageons-nous ! »

Mme KABISSA-LAMBONI Issoyotou Confort,
Coordinatrice du REFED, nommée en mars
2025 Sénatrice de la République

ZOOM SUR... LES FEMMES DES SAVANES

En mars 2025, le REFED a lancé son rapport annuel sur la situation des femmes dans les Savanes. Réalisé avec ses associations membres, ce document dresse un état des lieux clair des avancées et défis. Depuis trois ans, cette région de l'extrême-nord du Togo est en proie à des attaques terroristes sur lesquelles les autorités communiquent rarement. Les familles sont déplacées, les écoles ferment, les ressources manquent... Ce document a permis d'engager un dialogue constructif avec les pouvoirs publics pour orienter les politiques en faveur des femmes de cette région.

Le soutien sorore d'Equipop

Grâce au soutien financier et technique d'Equipop, le REFED a identifié 16 nouvelles coopératives de femmes vulnérables. Celles-ci bénéficieront de formations en activités génératrices de revenus. Le REFED a aussi mené une tournée d'information auprès des autorités préfectorales sur les droits sexuels et reproductifs, exhortant les Maires à prévoir une ligne budgétaire dans les Plans de Développement Communaux pour lutter contre les violences et les grossesses précoces.

À suivre...

Pour 2025-2026, le REFED prévoit d'étendre ses actions à toutes les régions économiques du Togo. Il souhaite aussi promouvoir la masculinité positive, créer un centre d'accueil pour les femmes rurales victimes de VBG, lancer une plateforme numérique d'information et de formation et mettre en place un programme de mentorat intergénérationnel.



Burkina Faso



Association pour la promotion féminine de Gaoua (APFG) Reconvertir les exciseur·se·s en militant·e·s contre les VBG

L'Association pour la Promotion Féminine de Gaoua (APFG) a été créée en 1992 à l'initiative de mères d'élèves du Lycée Bafuji de Gaoua. Aujourd'hui, elle regroupe plus de 1 500 membres, organisées en dix associations auto-gérées. Toutes ses instances (AG, CA, Conseil de surveillance) sont dirigées par des femmes. Présente dans quatre régions du Burkina Faso, ainsi que dans les zones frontalières du Ghana et de la Côte d'Ivoire, elle œuvre pour l'intégration des femmes dans le

développement économique, social et culturel, afin d'améliorer leurs conditions de vie. Enfin, l'APFG est à l'initiative d'un réseau de femmes actives dans le Sud-Ouest, créé en 2014, et du Réseau Ouest-Africain des Associations de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (ROAO-LVBG), en 2021.

Faire front, ensemble

Depuis 2015, la violence djihadiste s'est intensifiée au Burkina Faso et dans toute la région du Sahel, provoquant plus de deux millions de déplacé·e·s et des milliers de morts. Les femmes, particulièrement touchées, subissent viols, enlèvements... Malgré tout, les associations de défense des droits humains restent mobilisées. En 2024 et 2025, l'APFG a organisé les 12^e et 13^e éditions du Forum sous-régional des femmes, réunissant plus de 500 participantes du Burkina et de quatre autres pays. Cet événement s'est voulu un espace d'échanges, de plaidoyers et de valorisation des « artisanes de paix », à travers des prix et distinctions.

« En Afrique, les maladies tuent, mais l'ignorance tue plus. »

Ini Inkouraba Damien/Youl, directrice de l'APFG

En finir avec l'excision

L'année 2024 a marqué une avancée majeure dans la lutte contre les mutilations génitales féminines. Grâce à la mobilisation de son réseau, l'APFG a contribué à la reconversion de 45 ex-exciseuses et ex-exciseurs, devenus ambassadrices et ambassadeurs de la lutte contre les VBG. Des chefs coutumiers et traditionalistes ont également pris position, en déposant solennellement les couteaux au musée de Gaoua. Un geste symbolique et historique.



ZOOM SUR... LES JARDINS NUTRITIFS

Le terrorisme ruine les femmes. Face aux défis sécuritaires et humanitaires, l'APFG a soutenu 350 femmes issues de communautés vulnérables et déplacées internes en leur fournissant des jardins potagers/nutritifs et des équipements de transformation (beurre de karité, soumbala, soja, attiéké...). Cette initiative a renforcé leur sécurité alimentaire et leur autonomie économique.

Le soutien sorore d'Equipop

L'APFG n'avait jusque-là pas bénéficié de financement direct d'Equipop. La collaboration a débuté dans le cadre d'un consortium avec l'ONG Diakonia et d'autres partenaires sur le projet *Pour des Agendas Féministes Paix et Sécurité*. Grâce à ce financement, l'association intervient dans trois communes du Sud-Ouest pour réduire les violences sexistes et renforcer la participation des femmes et des jeunes à l'agenda Paix et Sécurité.

À suivre...

En mobilisant d'autres financements, l'APFG souhaite à présent encourager l'insertion socio-professionnelle des ex-exciseur·se·s, tout en poursuivant ses actions de communication pour consolider les acquis. Enfin, elle va continuer de favoriser la participation aux instances de décision des femmes et des filles ouest-africaines, clés de voûte des processus de paix et de la cohésion sociale.

Bénin



Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement (FJAD-ONG) Plaider pour l'avortement sécurisé

Là où tout a commencé. Là où tout fait sens, c'est dans une université, raconte Bénédicte K. M-T ALOAKINNOU, juriste et présidente de la Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement. Ouvertement féministe et fière de l'être depuis sa naissance, la Fondation des Jeunes Amazones pour le Développement (FJAD-ONG) a été créée en 2016 par trois étudiantes face aux violences faites aux jeunes femmes dans les universités et au Nord du Bénin. Basée à Parakou, avec une

antenne à Cotonou, elle regroupe à ce jour une quarantaine de membres actives appelées "Amazones", âgées de 7 à 17 ans, qui œuvrent ensemble pour les droits et la santé sexuels et reproductifs, la lutte contre les VBG, et l'accès aux droits. Par exemple, en organisant la remise des « Oscars des Amazones », le « Leadership Class », des séances de ciné-débat communautaires sur les mutilations génitales féminines (MGF) ou encore des cafés-débats féministes.

De « l'hygiène » à la « dignité » menstruelle

Au Bénin, de nombreuses filles et femmes n'ont pas accès à des protections menstruelles sûres. Elles sont aussi confrontées aux discriminations, les règles étant encore considérées comme relevant de la sphère privée et taboues. Cette précarité affecte non seulement leur santé physique et mentale, mais aussi leur scolarité, leur vie sociale et professionnelle, au-delà des seules questions d'infrastructures sanitaires. Pour changer le narratif et briser les tabous autour des menstruations, la FJAD-ONG se mobilise depuis mai 2025 à travers MENSTRUES ACTIONS 4DIGNITY. Un projet, soutenu par Equipop et l'AFD, qui a pour but de créer un environnement menstruel digne et inclusif, en brisant les tabous et en favorisant l'accès à des produits menstruels adaptés dans le sud comme dans le nord du Bénin.

« Les menstruations ne doivent plus être une question d'hygiène, c'est une question de : Dignité, Santé, Égalité. »

Bénédicte K. M-T ALOAKINNOU,
présidente de la FJAD-ONG

Parler de l'avortement sécurisé

La FJAD-ONG se félicite d'avoir permis la libération de la parole autour de l'avortement sécurisé, grâce au projet *Voix pour Choix*, lancé en 2024. Dans l'Alibori, une femme a témoigné publiquement de son avortement clandestin affirmant que si c'était à refaire, elle aurait choisi un avortement sécurisé, déclenchant un élan d'échanges solidaires malgré un contexte marqué par les tabous. Des récits recueillis en ligne et sur le terrain ont aussi été transformés en outils de plaidoyer, nourrissant des discussions intergénérationnelles et interreligieuses. Une victoire contre le silence.

ZOOM SUR... L'ACADÉMIE DE L'AMAZONE JUNIOR

Il n'y a pas d'âge pour s'engager ! Après deux éditions, la FJAD-ONG a lancé en avril 2025 un appel pour recruter ses futures Amazones pour la 3^e édition de l'Académie de l'Amazone Junior. Âgées de 6 à 17 ans, les recrues bénéficieront de 6 mois de formation (un à deux jours par semaine de juillet à novembre et un bootcamp de 3 jours en décembre). Au programme : ateliers créatifs, sororité et leadership, confiance en soi, réalisation de projets communautaires... Pour faire grandir l'Amazone qui sommeille en elles !

Le soutien sorore d'Equipop

En 2025, la FJAD a renforcé son engagement féministe grâce à deux projets majeurs soutenus par Equipop : Menstrues'Actions 4DIGNITY et Elles-PourELLES, axé sur la paix, la sécurité et la lutte contre les VBG. Ces actions ont touché des milliers de femmes et filles autour de l'autonomie corporelle. Ce partenariat a aussi permis de structurer l'organisation, de renforcer ses capacités et de professionnaliser sa communication et son plaidoyer.

À suivre...

La FJAD souhaite étendre son mouvement pour la dignité menstruelle à l'échelle nationale. Elle prévoit aussi de créer une unité de production d'emballages biodégradables, liée à la justice climatique et à l'économie circulaire, incluant la fabrication de produits menstruels écologiques et la création d'emplois pour les jeunes femmes. Enfin, son film documentaire « Voix pour Choix », qui présente des récits positifs sur l'avortement sécurisé, sera largement diffusé pour porter un message fort sur l'autonomie corporelle et le droit de choisir.



Côte d'Ivoire



Actuelles Les mêmes règles pour toutes

L'ONG féministe Actuelles est née en 2020 en Côte d'Ivoire de la volonté de jeunes militantes convaincues que la transformation sociale passe par le pouvoir d'agir des filles et des femmes. Elle a été fondée par des jeunes féministes engagées dans les droits sexuels et reproductifs, la justice sociale et la lutte contre les inégalités. L'association compte à ce jour une vingtaine de membres et volontaires, basés à Abidjan. Le recrutement s'opère via des appels à engagement diffusés en ligne ou lors d'activités communautaires. Actuelles intervient principalement en Côte d'Ivoire, auprès des adolescentes, des jeunes femmes, et des groupes marginalisés (filles sourdes, jeunes filles scolarisées

ou non, des femmes incarcérées), avec une approche inclusive, intersectionnelle et communautaire.

Dignité menstruelle : sororité en action

Actuelles est engagée sur plusieurs fronts, « mais notre principal cheval de bataille cette année a été la justice menstruelle et l'accès aux produits menstruels pour toutes », raconte Salematou Balde, sa présidente. À travers la campagne *Santé et Dignité menstruelle* qui a touché plus de 20 000 personnes depuis 2020, l'association rappelle que la dignité menstruelle est un droit. La stratégie étant de collecter des produits menstruels à grande échelle, de les apporter aux villes qui les distribuent

aux personnes menstruées. Autre action phare : l'organisation de la 3^e édition en mai 2025 du festival *Mes Menstrues Libres* sur le thème « Dignité menstruelle : quand la sororité se met en action ». Un événement qui a depuis essaimé au Togo et en Guinée.

« Notre mission : défendre les droits de la femme et de la jeune fille, sans discrimination de rang social, de race, d'ethnie, de religion... »

Salematou Balde, présidente de l'ONG Actuelles

Dignité menstruelle pour toutes

Actuelles œuvre aussi pour l'inclusion des femmes et filles sourdes, en facilitant leur accès aux produits menstruels. L'association a mobilisé des financements pour renforcer les capacités des filles sourdes à Yopougon, Abobo et Adjamé. Pour la première fois en Côte d'Ivoire, des sessions d'éducation menstruelle en langue des signes ont été menées, en partenariat avec des associations spécialisées. Un travail pionnier qui contribue à briser les tabous et à promouvoir la dignité menstruelle pour toutes.

ZOOM SUR... L'EXEMPLE DU GHANA

Selon l'enquête publiée en mai 2025 « Précarité mensuelle en Côte d'Ivoire : quelle réalité dans le district d'Abidjan », 44,48 % des femmes et des filles n'ayant pas de revenus mensuels (ou sans argent de poche) y sont le plus exposées. En mars 2025, le Ghana a rendu les protections gratuites pour les filles du primaire et du collège. Une avancée qui, les associations féministes l'espèrent, influencera les autres pays de la sous-région.

Le soutien sorore d'Equipop

Grâce au soutien d'Equipop, Actuelles a pu renforcer ses capacités internes, notamment sur la structuration organisationnelle, le plaidoyer stratégique et la documentation de ses actions. Ce soutien lui a également permis de trouver un local et d'offrir un espace safe de bien-être pour les filles bénéficiaires, où sont développés des modules sur la dignité menstruelle inclusive et le féminisme à destination des futur-e-s leaders communautaires.

À suivre...

Pour 2025-2026, Actuelles souhaite lancer un espace féministe safe à Abidjan, incluant un lieu d'écoute psychologique, une bibliothèque féministe et un incubateur de projets portés par des jeunes femmes en situation de handicap auditif. Elle prévoit aussi de renforcer ses actions de plaidoyer auprès des institutions publiques pour l'inclusion de la santé menstruelle dans les politiques éducatives.

Actuelles



Guinée



MALAFF Guinée Former la nouvelle génération féministe

La Maison du leadership et d'accompagnement des filles et des femmes (Malaff) est une organisation fondée le 17 août 2024 par la militante féministe et ancienne présidente du Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée, Kadiatou Konaté, et quatre cofondateur-ice-s (trois femmes et un homme). Structurée autour d'un conseil d'administration et d'une direction exécutive, Malaff ne compte pas encore de salarié-e-s mais elle peut compter sur une communauté de plus de 150 bénévoles. Ensemble, i-e-l-l-s mènent des actions de plaidoyer, de formation et de sensibilisation autour du leadership féminin et de la santé sexuelle et reproductive.

Surtout, Malaff vise à faire émerger un féminisme fort et structuré en Guinée. Son ambition : promouvoir l'égalité, l'autonomie et la dignité des femmes.

Former au féminisme

«Le féminisme guinéen est souvent représenté par les mêmes visages. À Malaff, nous voulons élargir cet horizon en intégrant des jeunes, filles et garçons, pas forcément connu-e-s et issu-e-s de milieux divers, hors des cercles militants», explique Oumou Hawa Diallo, directrice exécutive de l'association. Elle ambitionne de former une nouvelle génération de militant-e-s, de 13 à 27 ans, pour leur transmettre les valeurs du féminisme, dans un contexte où ce mot reste mal perçu et stigmatisé.

Des formations sont organisées avant toute action sur le terrain. L'objectif : clarifier le féminisme, déconstruire les idées reçues, et offrir aux participant-e-s la liberté d'y adhérer ou non. «Il s'agit de leur donner les outils pour s'engager de manière consciente, informée et autonome.»

«La puissance féminine permet de se serrer les coudes et de porter une seule voix.»

Kadiatou Konaté, fondatrice de l'ONG Malaff Guinée

Le Festival Mes Menstrues Libres

L'initiative est née il y a trois ans en Côte d'Ivoire et essaime depuis dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Les 13 et 14 juin 2025, à Conakry, a eu lieu la première édition du festival *Mes Menstrues Libres*, organisé par MALAFF Guinée. Pendant deux jours, militantes, institutions, élèves, professionnel-le-s de santé et citoyen-ne-s se sont rassemblé-e-s pour parler des menstruations sans gêne, sans honte, et surtout sans tabou. Présente à l'événement, la directrice nationale de la santé familiale, qui représentait le ministère de la Santé, a salué l'initiative et invité tous les acteurs à œuvrer pour une Guinée où les filles ne manqueront plus l'école à cause de leurs règles.



ZOOM SUR... LES CAUSERIES ÉDUCATIVES

Le 5 mai 2024, Malaff Guinée a organisé sa première causerie éducative atypique. Lors d'une session gratuite en présentiel d'1h30, 20 participantes ont pu partager leurs inquiétudes, échanger des astuces et poser leurs questions à un gynécologue pour vivre plus sereinement leur grossesse. Un moyen de créer du lien et un espace sûr où la parole est un remède.

Le soutien sorore d'Equipop

Principal bailleur du premier festival *Menstrues Libres* en Guinée, «Equipop a cru en nous alors que peu de partenaires faisaient confiance à une jeune organisation», raconte Oumou Hawa Diallo. En plus de l'appui financier, l'accompagnement est aussi stratégique : «Equipop nous conseille, relit nos documents stratégiques et nous aide à monter en compétences, notamment sur les enjeux féministes et intersectionnels.»

À suivre...

Afin de poursuivre la sensibilisation au-delà du festival, Malaff Guinée prévoit la distribution de kits hygiéniques dans plusieurs zones rurales, avec l'appui d'équipes formées sur la question de l'endométriose. Une thématique, liée aux menstruations, encore très peu connue et abordée dans la société guinéenne.

Niger



Association des Femmes Wangarey Kagalo Pour une féminisation des instances politiques

L'association Wangarey Kagalo a été créée en 2021 par des femmes leaders de la région de Tillabéri, au sud-ouest du Niger, à la suite d'un projet de l'ONG Femmes, Actions et Développement (FAD). Dans un contexte d'élection politique, ce projet visait à renforcer la participation des femmes au processus démocratique. Portées par cette dynamique, elles ont ensuite fondé leur propre structure. Officiellement reconnue depuis 2023, Wangarey Kagalo réunit plus de 156 membres engagées pour l'égalité de genre, la lutte contre les violences faites aux femmes et leur renforcement socio-économique.

S'appuyant sur une organisation structurée avec une Assemblée Générale, un Comité de gestion et une Commission de surveillance, elle intervient dans six communes de la région de Tillabéri pour impulser au niveau local et régional un changement durable.

Plus de femmes en politique

Depuis le coup d'État du 26 juillet 2023, le Niger est dirigé par un régime militaire. Et rares sont encore les femmes en politique. En 2024, Wangarey Kagalo a donc placé au cœur de son action le renforcement de leur présence dans les instances décisionnelles telles que la Commission Consultative, les Assises Nationales et l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. Un moment fort a été le plaidoyer mené par ses membres pour accroître l'implication féminine dans les comités locaux, dont le suivi a révélé une nette progression de leur intégration, notamment au sein du Comité de Développement Communal, du Comité d'Approvisionnement en Vivres départemental et du Comité de Médiation régional. L'association tire également une grande fierté du renforcement de la cohésion entre ses membres, favorisant un riche échange intergénérationnel entre femmes et jeunes filles.

« Notre cheval de bataille est le rehaussement des femmes et des filles dans les sphères de prise de décision. »

Mme Soumana Safiatou, présidente de Wangarey Kagalo

Clés de compréhension

Cette année, l'association a marqué une avancée majeure en traduisant les résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies en langues locales (Zarma, Fulfulde et Tamacheq). La diffusion de ces traductions sur six radios communautaires a largement contribué à leur vulgarisation et leur appropriation par les populations. De quoi stimuler des débats enrichissants, renforçant ainsi l'impact de ces résolutions au niveau local.

ZOOM SUR... LES RÉOLUTIONS 1325 ET 2250

La résolution 1325 (2000) insiste sur la participation des femmes à la paix, la protection de leurs droits, la prévention des violences sexuelles et leur rôle dans la reconstruction post-conflit ; tandis que la 2250 (2015) valorise l'engagement des jeunes et promeut leur éducation et emploi pour éviter la radicalisation. Si elles ne sont pas juridiquement contraignantes, ces résolutions guident les États dans leurs politiques. Leur application dépend donc de leur volonté, leurs capacités et des acteurs concernés.

Le soutien sorore d'Equipop

Le soutien d'Equipop a permis à l'association de renforcer ses compétences en vie associative et en entrepreneuriat, tout en étendant ses activités à deux nouvelles communes. Ce partenariat a aussi facilité l'établissement d'un lien de confiance et de relations solides avec les autorités locales, coutumières et les services techniques.

À suivre...

Pour 2025-2026, Wangarey Kagalo prévoit d'étendre ses actions à de nouvelles communes et de renforcer les compétences de ses membres en leadership, estime de soi et prise de parole. Elle ambitionne également de créer une mini-entreprise de conservation de tomates. Le développement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) faisant aussi partie de ses priorités.

Tchad



Salama Peace Initiative Sensibiliser et éduquer à la paix

Salama Peace Initiative (SPI) est une association tchadienne fondée en 2019, née de la rencontre entre Josiane Djikoloum Darwatoye du Tchad et Hend Kheiralla du Soudan, deux jeunes militantes pour la paix. Elle œuvre à bâtir une société inclusive, sûre et prospère en plaçant les jeunes et les femmes au cœur de ses actions. Son approche, centrée sur la sécurité humaine, s'appuie sur des formations, un hub d'innovation, ainsi que des activités de sensibilisation, de médiation et de plaidoyer. Présente dans plusieurs régions du Tchad, SPI mène également des recherches sur l'extrémisme violent, les conflits et les déplacements forcés. Officiellement reconnue en 2024, l'association est dirigée par une équipe de huit membres.

Chaque année, elle recrute et forme de nouveaux bénévoles pour renforcer ses actions sur le terrain et promouvoir durablement la culture de paix.

La Semaine mondiale de la paix

Organisée chaque année autour de la Journée internationale de la paix, le 21 septembre, la Semaine mondiale de la paix est un moment fort pour Salama Peace Initiative. En 2024, elle a été placée sous le signe de la vulgarisation des résolutions 2250 et 1325, avec pour objectif de renforcer l'implication des jeunes et des femmes dans les politiques de paix et de sécurité. Ateliers, campagnes multimédias et conférences ont rythmé cette semaine riche en échanges et en apprentissages.

Ces actions ont permis de sensibiliser les communautés aux enjeux de paix et de cohésion sociale. En mars 2025, la présidente de SPI a même porté cette dynamique à l'international lors de la CSW69 à New York, en participant à un panel sur le leadership féminin en Afrique.

« La paix ne peut être durable que si elle est collective. »

Josiane Darwatoye, présidente de Salama Peace Initiative

Soutenir les réfugié-e-s

« Pour l'année 2024-2025, le plaidoyer qui nous a le plus marqué est celui de prendre en compte la situation des femmes autochtones et réfugiées soudanaises à l'est du Tchad. Leurs conditions sociales et sécuritaires nécessitent une attention particulière et un accompagnement », insiste Désiré Oubadjimdebha, chargé de projet chez SPI. Parmi les pays les plus pauvres au monde, le Tchad accueille 1,3 million de réfugié-e-s qui ont fui la guerre civile au Soudan, la plupart sont des femmes et des enfants.

ZOOM SUR... LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION

En mars 2025, l'association a signé un mémorandum d'entente avec Média pour le Développement (MEDEV) et Tchadinfos.com. L'objectif : lutter contre la désinformation et promouvoir la paix au Tchad. Ce partenariat vise ainsi à produire des contenus éducatifs et à former les journalistes, blogueurs et influenceurs pour qu'ils traitent les sujets sensibles de manière éthique et responsable. « Ensemble, nous faisons des médias et du numérique des moteurs de cohésion sociale et de résilience », affirme Salama Peace Initiative.

Le soutien sorore d'Equipop

Le Tchad fait face à une recrudescence de violence, en particulier envers les femmes. Seulement en 2024, près de 250 cas de viols, harcèlement et féminicides ont été recensés. En cause : le poids des traditions, la méconnaissance des lois qui protègent les femmes et l'impunité des auteurs. Grâce au soutien technique et financier d'Equipop, SPI peut se concentrer entièrement sur ces questions, souvent reléguées au second plan.

À suivre...

Pour 2025, SPI prévoit la création d'une revue trimestrielle sur les actualités et les actions menées par les organisations humanitaires au Tchad. Cette revue permettra aux militant-e-s tchadien-ne-s de partager des recommandations et proposer des solutions pour garantir un climat de paix. Enfin, l'association souhaite renforcer ses capacités digitales, avec le lancement d'une plateforme des organisations féminines mobilisées sur la résolution 1325.



IMPULSER

Impulser, en partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, des dynamiques de changement social aux différentes échelles d'un territoire et contribuer à la production et diffusion de connaissances, en articulant les liens entre militantisme, recherche et plaidoyer.



FAIRE MOUVEMENT POUR IMPULSER LES DYNAMIQUES TRANSFORMATRICES

Autour des violences sexistes
et sexuelles (VSS)



Le continuum des violences marque un tournant conceptuel majeur dans la façon dont les expériences des survivantes sont nommées, analysées et prises en charge.

Son apport comme grille de lecture est d'appréhender la diversité des faits de violence, non pas comme des événements isolés, mais comme des manifestations interreliées d'un système de contrôle des corps et de la sexualité des femmes, qui, également, restreint leurs espaces, voix et libertés. Ce système, bâti sur des stéréotypes et inégalités de genre, a pour conséquence de favoriser les VSS, dont il contribue largement à l'acceptation et à l'invisibilisation dans les sphères intimes et publiques.

Dans un contexte mondial de crises multiformes, de montée des mouvements anti-droits et de réversibilité des acquis en matière de droits des femmes, la lutte contre les VSS mobilise une diversité d'acteur-ric-e-s dont les interventions à différents niveaux (lois et politiques; programmes publics et privés; mobilisations communautaires et individuelles, etc.) reflètent autant de positionnements, modes d'action et résultats. Pour Equipop, un enjeu clé est d'impulser les dynamiques transformatrices autour des VSS en plaçant au centre de l'attention les voix des principales concernées.

Bâtir autour de la parole des femmes implique le développement de stratégies innovantes, afin de soutenir la libération de cette parole, mais également sa diffusion et sa réception par des professionnels dont l'implication dans la déconstruction des normes sexistes est stratégique (corps médical, juristes, chercheurs-euses, journalistes, etc.). À cela s'ajoute l'impératif d'infuser cet élan de transformation sociale dans les politiques et programmes, à l'échelle locale, régionale et internationale.

Pendant l'exercice 2024-2025, cette perspective a continué à nourrir la mise en œuvre de deux projets importants développés en Afrique de l'Ouest par Equipop. Il s'agit d'une part du projet sur les violences gynécologiques et obstétricales (VGO) au Sénégal et d'autre part, du projet *Se défendre* au Burkina Faso.

Le projet VGO : des synergies multisectorielles autour d'une approche féministe des soins gynécologiques et obstétricaux.

Notre corps, notre santé est un projet pionnier qui vise la reconnaissance politique, juridique et sociale des VGO et leur inscription dans le continuum des violences faites aux femmes et aux filles. Son objectif immédiat est de lutter contre les VGO en renforçant les conditions qui rendent possible l'exercice, par les femmes de tous âges, de leurs droits à disposer de leur corps, y compris dans le domaine médical.

La mise en œuvre du projet *Notre corps, notre santé* s'articule autour de cinq axes que sont les représentations du corps des femmes, la libération de leur parole et leur empouvoirement, les soins bienveillants et les droits humains, le plaidoyer et communication au niveau national, la recherche, l'évaluation et la capitalisation. Chacun des axes cités couvre plusieurs activités qui, toutes, convergent vers une recherche d'écho à la parole libre des femmes sur leurs vécus, ressentis et aspirations, quand il est question de leurs propres corps, sexualité et reproduction.

Dans cette dynamique, une des activités phares est l'organisation de cercles de paroles en non mixité afin de créer les conditions éthiques et pratiques, pour un partage sur les expériences de soins gynécologiques et obstétricaux.

À Diamniadio, les cercles de parole organisés ont permis de toucher des femmes et des filles âgées de 10 à 70 ans, recoupant divers facteurs de vulnérabilités en lien avec l'âge, le statut social, l'état de santé, l'activité professionnelle, etc.

Les échanges organisés ont permis d'aborder en toute sécurité et confiance des thématiques variées telles que les difficultés d'accès aux soins, les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR), les mariages d'enfants et les grossesses précoces, le harcèlement sexuel, les violences intrafamiliales, l'avortement, etc. Participatifs et libérateurs, les cercles de parole ont été pour les participantes l'opportunité de s'exprimer en toute sécurité sur leurs expériences, ressentis et leçons apprises en lien avec les thématiques abordées. Ils ont permis d'illustrer davantage la façon dont certains facteurs comme le sexe, l'âge, les signes extérieurs de l'appartenance sociale, la situation de handicap accentuent les expériences négatives inscrites dans le continuum des violences sexistes et sexuelles.

L'expérience de partage en collectif de récits intimes (d'accouchement, de sexualité et sensualité aux différents moments de la vie d'une femme dont la ménopause, de traumas en milieu de soin, etc.) s'est par ailleurs révélée être un puissant levier d'empouvoirement individuel et collectif et d'expression d'une parole sorore sur les violences patriarcales et les pratiques d'auto-soutien dans les communautés et les institutions de soins.

Les différents échanges ont mis en évidence l'importance de s'intéresser à des enjeux structurels, tels que les stigmatisations et les discriminations en lien avec des normes socioculturelles restrictives, le tabou autour de la sexualité, mais également l'inscription des violences dans des dynamiques familiales et sociétales. Autant de problématiques par ailleurs évoquées dans le cadre de cycles de discussions entre hommes, entre prestataires des deux sexes et également dans le cadre de l'aménagement d'un dialogue entre les patientes et les prestataires de santé.

Une autre activité phare du projet est la réédition de l'ouvrage *Notre corps, notre santé*. Le livre *Notre corps, notre santé, la sexualité des femmes en Afrique subsaharienne* inspiré de l'ouvrage *Our Bodies, Ourselves* est initialement paru en février 2004. Il a été le premier ouvrage à destination des femmes subsahariennes qui traite de leur corps et de leur sexualité.

Vingt ans après, le comité de rédaction de l'époque reconstitué autour de Fatou Sow et Codou Bop implique plusieurs jeunes féministes et autant de profils disciplinaires, dans un projet de réédition. En s'appuyant sur une diversité de voix et d'expériences, ce projet de réécriture vise à faire évoluer les connaissances et les pratiques en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes. Il a consisté à réécrire le livre à partir du vécu des autrices et des témoignages récoltés avec l'objectif de rendre disponibles des informations fondées et respectueuses pour les femmes à tous les âges de leur vie.

Le projet « Se défendre » : Soutenir les femmes burkinabè et leurs organisations dans leurs luttes contre les violences sexistes et sexuelles (VSS)

Le projet *Se défendre* est la phase 2 du projet *Droits et santé des femmes au Burkina Faso*, initié dans le cadre d'une réponse d'urgence pendant la crise Covid-19, afin de renforcer l'empouvoirement des femmes et des filles les plus vulnérables en améliorant leur leadership et la prise en charge holistique des violences basées sur genre.

Les résultats de cette première phase avaient mis en évidence qu'au-delà des situations d'urgence, une approche féministe renforcée était nécessaire dans la lutte contre les VSS au Burkina Faso. Ils avaient de la même manière illustré « le pouvoir de la reconstruction » justement documenté dans un livret de capitalisation du même nom publié à la fin du projet par Equipop et ses partenaires que sont : Initiative Panandetigui pour le Bien-être de la Femme, Association des Femmes Juriste du Burkina et Voix de Femmes.

Dans la suite logique de la phase 1, *Se défendre* a pour objectif de soutenir les femmes et leurs organisations à lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Elle soutient des dynamiques de changement social portées par les actrices locales, en s'appuyant sur des approches centrées sur les droits, la dignité et l'autonomie des femmes et des filles. Une attention spéciale est portée aux femmes et filles des marges. Le projet s'ancre dans une approche fondée sur l'égalité, la justice sociale et la reconnaissance des rapports de pouvoir qui structurent les violences faites aux femmes et aux filles.

Il s'inspire des principes des approches féministes, en ce sens qu'il place les femmes et les filles au cœur du processus de transformation, en valorisant leurs savoirs, leurs vécus et leurs capacités d'agir. Le projet cherche à renforcer les réponses individuelles et collectives face aux violences sexistes et sexuelles, tout en encourageant des dynamiques locales de changement, portées par les communautés elles-mêmes.

Le projet est bâti autour de trois objectifs imbriqués que sont :

- l'appui au développement d'approches d'empouvoirement des femmes et des filles et des OSC qui défendent leurs droits face aux VSS ;
- le soutien des femmes victimes de VSS dans leur parcours juridique, judiciaire et psychologique ;
- et l'amélioration de l'application du cadre juridique et de son évolution à travers la conduite de litiges d'impact stratégique et de formations sur les mobilisations à engager autour de ces contentieux.

Sur le volet empouvoirement, des formations ont été organisées sur les approches féministes des VSS, la communication féministe, les masculinités. Organisées au profit d'acteur-trice-s clés de la lutte contre les VSS au Burkina Faso (organisations de la société civile, journalistes féministes, équipes projets des partenaires du consortium, etc.), elles ont permis de renforcer leurs capacités à aborder les VSS dans une perspective féministe.

L'empouvoirement passe également par le soutien à la capacité d'action individuelle et collective des femmes et des filles. Dans cette démarche, des clubs de leadership ont été mis en place et l'accès à des espaces sûrs facilité. Cela a eu pour résultat de muscler l'engagement des jeunes filles et leur capacité à s'exprimer et à développer des solutions innovantes face aux VSS. La mise en place d'une troupe théâtrale a par ailleurs offert une plateforme créative de sensibilisation, qui a permis d'informer et de sensibiliser les adolescentes et les jeunes filles sur les violences sexuelles et sexistes ou encore les DSSR des jeunes/adolescent-e-s.

À une échelle plus large, les émissions radiophoniques diffusées dans plusieurs régions du Burkina Faso ont également permis de toucher un large public, contribuant ainsi à la diffusion des messages de prévention sur les VSS.

L'accompagnement des femmes survivantes de VSS dans leur parcours juridique, judiciaire et psychologique a également enregistré des réalisations importantes.

L'organisation de formations en safeguarding et sur les approches féministes des VSS a permis de toucher des acteurs du système de protection et des membres de l'association des femmes juristes du Burkina Faso. Cela a favorisé l'engagement des acteur-trice-s de première ligne de la prise en charge ainsi que l'amélioration de leurs pratiques professionnelles. L'approche développée dans la continuité de ce premier exercice a consisté à coupler des moments de formation et de sensibilisation avec des temps de consultation juridique grâce aux cliniques mobiles. Les séances de sensibilisation organisées ont permis de toucher des femmes et

filles appartenant à des groupes vulnérables (personnes déplacées internes, personnes vivant avec un handicap, etc.). Menées en langue locale (Moore), elles ont été pour les participantes une opportunité de partager leurs expériences et de témoigner. Le déploiement de cliniques juridiques mobiles à la suite de ces activités a permis d'enregistrer un taux de satisfaction élevé parmi les usagères, ainsi que chez des femmes et filles survivantes de VSS qui ont pu bénéficier d'un soutien juridique, psychologique et judiciaire.

Un volet particulièrement prospectif et innovant est celui lié au soutien à l'évolution à travers la conduite de litiges d'impact stratégique. Des ateliers ont été organisés afin de créer de l'interaction autour de thématiques liées aux VSS et aux litiges d'impact stratégique. Organisés en trois sessions distinctes, ces ateliers ont ciblé spécifiquement des groupes de femmes (leaders des marchés, leaders de la brigade verte, veuves, etc.). Chacune des sessions organisées a permis de sensibiliser les participant-e-s aux enjeux des VSS et des litiges stratégiques, tout en offrant un espace de dialogue pour partager leurs expériences et discuter des défis rencontrés dans leurs contextes respectifs. Dans la suite de ces ateliers, des séances de sensibilisation organisées par des animateur-ice-s du projet dans des marchés pré-identifiés ont permis d'identifier des cas potentiels de litige d'impact stratégique. Les OSC de protection des droits des femmes se mobilisent à plusieurs niveaux pour faire évoluer les législations et pratiques de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et exiger des Etats d'agir avec la diligence voulue afin de prévenir, enquêter, punir et accorder une réparation pour les actes de violence commis. Le recours aux litiges stratégiques est l'un des moyens clés pour accélérer l'effectivité des droits et permettre aux survivantes d'avoir un accès effectif à la justice. Nombre d'organisations (ISLA, Center for Reproductive Rights, IHRDA, etc.) reconnaissent le pouvoir transformatif de cette approche, notamment lorsqu'elle est combinée à des actions de mobilisation politique et y ont recours sur le territoire africain en portant des cas à l'échelle régionale ou nationale (voir exemples de succès ci-dessous). En effet, la saisine du juge invité à se prononcer sur des insuffisances ou à encourager des évolutions juridiques est un moyen de produire de nouvelles jurisprudences et par conséquent de provoquer une évolution des politiques ou législations existantes ou de permettre la bonne application de ces dernières. Concrètement, il s'agit de soutenir et, le plus souvent, de médiatiser le procès d'une personne dont l'affaire est considérée d'intérêt public, car son impact judiciaire est attendu au-delà des intérêts spécifiques des parties concernées.

Vers une approche féministe et militante de la recherche



Les leçons tirées du projet *Jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest* – symposium de Cotonou sur les approches féministes des DSSR (mars 2024) et de la campagne régionale #CompterPourToutes pour la collecte de données sur les VSS – ont mis en évidence des constats convergents : la nécessité de renforcer la production et le partage de connaissances féministes. Pour y répondre, Equipop a lancé, dans le cadre du projet MAAG, le Fonds CollectivAct Recherche. Ce dispositif constitue un début de réponse aux demandes des mouvements féministes pour disposer de plus de moyens dédiés à la création de savoirs féministes.

À travers ce fonds, Equipop met au service des mouvements de jeunes féministes ses approches, méthodologies et dispositifs de soutien au pouvoir transformatif. Le Fonds CollectivAct Recherche représente ainsi une opportunité unique de structurer et de renforcer les liens entre recherche et militantisme, grâce à un mélange novateur de recherche participative féministe et de labs d'incubation. Enfin, le fonds repose sur un mécanisme de financement flexible qui garantit un portage autonome des processus de production de connaissances par des partenaires féministes aux profils variés, réunis en consortium.

Equipop accorde une importance croissante à la recherche dans la conduite de projets transformateurs en faveur de l'égalité de genre. Au fil des années, cette dimension s'est traduite de différentes manières. En phase exploratoire, la recherche menée en 2020 sur les violences sexistes et sexuelles (VSS) dans le contexte de la crise Covid-19 en Afrique de l'Ouest a nourri la conception du projet *Droits et santé des femmes au Burkina Faso*, dont la deuxième phase, intitulée *Se défendre*, est actuellement mise en œuvre par Equipop et ses partenaires. La recherche a également constitué une stratégie clé dans le cadre du projet *Sansas*. Les études menées sur la santé sexuelle et reproductive des adolescent·es et des jeunes ont permis non seulement d'affiner les interventions du consortium, mais aussi de dégager des orientations pour les futures politiques et actions en matière de DSSR/Ado & jeunes au Sénégal. De même, l'analyse situationnelle des violences gynécologiques et obstétricales au Sénégal constitue une activité phare du projet VGO. Réalisée dans quatre régions (Matam, Sédhiou, Dakar, Diourbel), cette étude a mobilisé une approche d'innovation sociale fondée sur des valeurs féministes de participation, d'inclusion et d'empouvoirement des filles, des adolescentes et des femmes.

Une dynamique en pleine ascension : la recherche participative féministe

Une dynamique centrale au sein d'Equipop est le développement de la recherche participative féministe, qui favorise une synergie d'action entre chercheuses et militantes féministes de diverses géographies.



S'engager pour une génération féministe consciente des enjeux de solidarité internationale : un voyage d'échange riche en apprentissages

À l'occasion du festival *Brisons le Silence*, organisé par notre partenaire Filactions en novembre 2024, Equipop a organisé un voyage d'échanges féministes. Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet *Génération féministes : Lyon et sa métropole, territoire d'égalité*. Trois jeunes féministes, actrices clés des mouvements ouest-africains et fortes de parcours militants variés, ont fait le déplacement en France : Amandine Yao (Gouttes Rouges), Kadiatou Konaté (CJFLG) et Chanceline Mevowanou (JFAD). Aux côtés de nombreuses militantes de la sous-région ouest-africaine, elles contribuent à faire avancer les luttes pour l'égalité de genre. Pendant ce séjour, elles ont rencontré leurs homologues lyonnais·es – plus d'une vingtaine d'acteur·rice·s – et participé à des actions collectives en région Auvergne-Rhône-Alpes. Un atelier d'une journée avec des acteur·rice·s de l'éducation populaire et de la solidarité internatio-

nale a ainsi permis d'échanger sur les défis sociaux, politiques et législatifs, tout en insistant sur l'importance d'adapter les financements et de prévenir toute instrumentalisation des luttes féministes. Lors d'un *café-débat* avec des associations étudiantes féministes, telles que le CLIT (Université de médecine de Lyon) ou Eh Mademoiselle (Sciences Po), la discussion s'est orientée sur la manière de construire un mouvement commun, tout en travaillant sur des champs d'action spécifiques et sur la nécessité de mutualiser les efforts face aux défis systémiques, à différentes échelles.

Cette semaine d'échanges a permis de renforcer les solidarités féministes transnationales, en mettant en lumière les oppressions croisées – de classe, de race et de genre – et en consolidant les actions féministes globales pour une égalité réelle.



Mieux connaître Equipop

Vision & valeurs

Aujourd'hui, Equipop s'appuie sur une soixantaine de salarié-e-s et une soixantaine de membres, avec un budget annuel de 6,1 millions d'euros. L'association a deux bureaux en Afrique de l'Ouest, Dakar et Ouagadougou, et un bureau en Europe, à Paris.



RESPECT DES
DROITS HUMAINS



BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ
& RESPONSABILITÉ



JUSTICE SOCIALE
& ÉQUITÉ

Equipop est portée par des valeurs féministes et une vision d'un monde où tous les êtres humains, indépendamment de leur sexe et de leur genre, ont leurs droits respectés, y compris leurs droits sexuels et reproductifs, et ont la possibilité de participer activement à des sociétés justes et durables.

Cette vision et ces valeurs se traduisent dans les actions menées par Equipop :

- Ressourcer les activistes et les associations en les soutenant financièrement et techniquement, en amplifiant leurs voix et en renforçant les actions collectives transnationales.
- Impulser, en partenariat avec des acteurs et actrices de terrain, des dynamiques de changement social aux différentes échelles d'un territoire et contribuer à la production et diffusion de connaissances, en articulant les liens entre militantisme, recherche et plaidoyer.
- Mobiliser les responsables politiques et les citoyen-ne-s pour défendre les droits des femmes, et, plus largement, pour que les approches féministes nourrissent la construction de nos sociétés.



Contribuer à l'action collective translocale et apporter un soutien flexible et de long terme aux militantes et associations constituent des priorités d'action. La créativité sociale, l'accompagnement des partenaires et les dynamiques d'apprentissage collectives occupent ainsi une place importante dans la stratégie globale de la structure ainsi que dans les projets.

Les forces vives d'Equipop

Pour la définition et la mise en œuvre de sa mission, Equipop s'appuie sur un Conseil d'administration (CA) de seize personnes et sur une équipe multiculturelle et pluridisciplinaire d'une soixantaine de salarié·e·s. Une soixantaine de membres se réunissent une fois par an en assemblée générale.



Aline Samaké

Présidente d'Equipop

Devenir présidente d'Equipop s'est imposé comme une double nécessité. La première est personnelle – presque égoïste : le besoin de traduire mes recherches, mes observations de terrain, les récits que je recueille, analyse, décortique en tant qu'apprentie chercheuse, en actions concrètes. L'envie d'aller au-delà de la conceptualisation théorique académique pour nourrir la conception de projets utiles, porteurs de justice, d'émancipation, de dignité. Le désir de sortir d'une « solidarité de salon » et d'incarner une solidarité plus active qui s'ancre dans des alliances larges de luttes sociales qui pensent l'équité à l'intersection des classes, des genres, des orientations sexuelles et des géographies. La seconde est citoyenne : dans un contexte mondial marqué par la montée d'offensives anti-droits et anti-genre, il m'apparaît nécessaire de participer à cultiver des bulles de résistance, des espaces de dialogue et des communautés de pratiques efficaces. Ma candidature à la présidence a donc été motivée par cette double exigence, politique et affective, de

servir un projet alternatif, internationaliste, féministe et décolonial auquel je crois profondément – et que propose depuis des années Equipop.

Equipop se singularise en faisant du principe de subsidiarité la constante de ses modalités d'action : elle refuse le « faire à la place de » pour mieux fédérer, accompagner, consolider et amplifier les voix de celles et ceux qui participent à la création de dynamiques favorables à la justice sociale et au respect des droits, en particulier des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Equipop ne considère pas les savoirs et expériences des populations marginalisées comme des objets à inclure timidement, mais comme de véritables leviers d'action. Equipop tisse, entretient, anime des réseaux de luttes créatives, ancrées, transformatrices. C'est cette posture, empreinte d'humilité et d'humanité, qui m'inspire depuis mes débuts à Equipop en 2018, et me donne aujourd'hui l'énergie de m'y investir plus profondément.

Ma vision pour la suite s'inscrit dans une continuité critique : poursuivre l'exigence d'autocritique, tâcher de répondre aux défis géopolitiques et structurels tout en consolidant notre élan citoyen. À l'heure où l'on nous intime de ralentir, je crois au contraire qu'il faut aller plus loin : soutenir, financer, relier les mouvements féministes et LGBTQIA+ dans toute leur diversité. Construire des réseaux transnationaux d'allié·e·s militant·e·s, chercheur·euse·s, responsables politiques, praticien·ne·s du développement, etc., capables de coordonner l'action collective et de faire contrepoids aux politiques et institutions conservatrices. Il ne s'agit pas seulement de « faire entendre des voix » ou de « donner une place », mais bien de redéfinir les termes du débat. Penser la soli-

darité internationale comme une pratique – située, relationnelle, politique. Refuser les solutions sectorielles à des systèmes d'oppression imbriqués mais promouvoir des politiques multilatérales fondées sur une éthique intersectionnelle, des recherches critiques et les vécus des premières concernées.

Je crois en une solidarité radicale, capable d'amoindrir les rapports de force dans un élan vital d'émancipation. Une solidarité joyeusement offensive pour répondre aux exigences d'une transition politique, économique et environnementale qui soit réellement inclusive. En bref, une solidarité qui ne connaît pas de frontière, qui ne s'épuise pas en indignations passagères, mais qui s'ancre en profondeur dans des luttes, des institutions et des philosophies visant à nous faire tendre collectivement vers un monde durable et désirable pour tou-te-s.



Claire Tessier

Membre d'Equipop

Mon histoire avec Equipop remonte maintenant à près de 20 ans, lorsqu'à la sortie de mes études, à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, j'y ai réalisé un stage de 6 mois. Depuis, je suis restée très liée à cette organisation, à la fois en m'engageant politiquement dans son combat pour faire avancer les droits des femmes, en tant que membre d'un mouvement politique de jeunesse puis en y travaillant, entre 2010 et 2011 : j'y assurais alors les fonctions de représentation pour l'Afrique de l'Ouest au bureau de Ouagadougou. C'est donc d'abord l'histoire d'une rencontre, avec des membres qui y sont toujours aujourd'hui à Paris, comme à Ouagadougou, qui m'ont formée et contribué à forger ma conscience des enjeux de développement et de promotion des droits des femmes, en France comme chez nos partenaires. C'est bien sûr ensuite les ambitions que porte Equipop, en matière d'accompagnement à l'émancipation des femmes. Mais aussi, le parti pris méthodologique qui est celui de ne pas faire à la place de, mais de soutenir les mouvements et associations impliqués dans les pays d'Afrique subsaharienne, qui sont ceux qui peuvent impulser les changements sociaux et la lutte contre

les inégalités. Tous ces facteurs, ainsi que le dynamisme des acteurs et partenaires qui travaillent pour et autour d'Equipop, m'ont amené à garder un lien fort avec cette organisation et à récemment vouloir m'impliquer dans ses instances de décision. Je souhaite apporter ma modeste contribution à la définition des orientations et priorités de l'organisation, convaincue que la diversité des regards et des parcours est le terreau qui nourrit les choix les plus éclairés et les ambitions les plus prometteuses en matière de changement. Equipop, par ses actions, par les messages qu'elle porte, par son soutien aux associations féministes, est aujourd'hui au cœur des enjeux qui traversent le combat pour l'avancée des droits, ou oserais-je dire pour leur non-recul, tant les coups portés, au Nord comme au Sud, aux droits des femmes, sont majeurs et inquiétants. Le défi peut sembler vertigineux mais j'ai la conviction que des organisations comme Equipop sont cruciales pour porter ces combats. Par ses actions concrètes, qu'elle mène avec ses partenaires du Nord comme du Sud, des associations, des mouvements citoyens, des chercheurs, elle ancre concrètement, incarne les discours qu'elle porte et assure sa crédibilité et ainsi sa capacité à être écoutée par les décideurs, pour que soient considérées et portées la préservation et les avancées des droits des femmes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- | | |
|--|---------------------------------------|
| • Aline SAMAKE
Présidente | • Maryame FAQUIR
Membre |
| • Chaneline MEVOWANOU
Vice-présidente | • Pierre FOLDES
Membre |
| • Wendyam Micheline KABORE
Secrétaire générale | • Noemi GRÜTTER
Membre |
| • Sanije HOXHA
Trésorière | • Ndeye Fatou KANE
Membre |
| • Hadja Idrissa BAH
Membre | • Marion LAMBERT
Membre |
| • Marly BAH
Membre | • Aida Murielle SAMB
Membre |
| • Monique CLESCA
Membre | • Khadidiatou SY
Membre |
| • Béatrice CUZIN
Membre | • Claire TESSIER
Membre |

Le CA se réunit en moyenne tous les trois mois.

L'équipe

Aïcha Fatou Maguette LOUM

Chargée de plaidoyer Afrique de l'Ouest • Plaidoyer • **Sénégal**

Aïda Murielle SAMB

Chargée de plaidoyer • Plaidoyer • **Sénégal**

Ambrosine MENDES

Resp. fonctions support Dakar
Chargée du suivi admin fi des partenaires • Admin Finance et DO • **Sénégal**

Aminata CONDE

Assistante de gestion • Admin Finance et DO • **France**

Aminata MBENGUE

Chargée de gestion et accompagnement • Admin Finance et DO • **Sénégal**

Anouk CABEDOCHÉ

Assistante plaidoyer • Plaidoyer • **France**

Aurélie GAL-REGNIEZ

Directrice Exécutive • Direction • **France**

Benjamin SITBON

Resp. administratif et financier • Admin Finance et DO • **France**

Camille FROUIN

Chargée de communication • Communication • **France**

Cina GUEYE

Chargée Evaluation & capitalisation • Expérimentation savoirs et ressources • **Sénégal**

Claire VEYRIRAS

Resp. mobilisation de ressources • Plaidoyer • **France**

Clara DEREUDRE

Chargée de plaidoyer • Plaidoyer • **France**

Diane TARDY

Chargée de plaidoyer • Plaidoyer • **France**

Djeynaba TOURE

Chargée de communication • Communication • **Sénégal**

Dominique POBEL

Référente Politiques et Systèmes de santé • Expérimentation savoirs et ressources • **France**

Elise FOUILLET

Coordinatrice programmes • Empouvoirement • **France**

Elise PETITPAS

Resp. plaidoyer Droits Humains • Plaidoyer • **France**

Eva RAZAFINARIVO

Coordinatrice programmes • Empouvoirement • **Sénégal**

Fatiha BAGHRAR

Stagiaire assistante administrative et comptable • Admin Finance et DO • **France**

Fatim TAMBADOU DIALLO

Resp. Programmes • Empouvoirement • **France**

Faty-Ly LAME

Stage Assistante projet
FSP JF bureau Dakar • Empouvoirement • **Sénégal**

Floriane JAZERON

Stagiaire Plaidoyer • Plaidoyer • **France**

Floriane Klinklin ACOUETEY

Cheffe de projet Sang pour Sang • Empouvoirement • **Togo**

Hafsa IMANE

Assistante de gestion • Admin Finance et DO • **France**

Hasiatou BARRY

Chargée innovation et accompagnement • Empouvoirement • **Sénégal**

Hélène MENARD

Resp. du Pôle Empouvoirement • Empouvoirement • **France**

Hermann Siré BARRO

Chargé de l'accompagnement DO et du suivi admin fi des partenaires • Admin Finance et DO • **Burkina Faso**

Inês GARCIA SALAS

Resp. du pôle Expérimentations savoirs et ressources • Expérimentation savoirs et ressources • **Sénégal**

Jacqueline BOUGOUMA

Chargée d'accompagnement et animation partenariale • Empouvoirement • **Burkina Faso**

Jeanne FOURNIER

Référente technique et accompagnement • Expérimentation savoirs et ressources • **Sénégal**

Jeannette SARR

Resp. de financements institutionnels • Admin Finance et DO • **France**

Josette de-Bernard AISSE

Chargée genre et gestion des connaissances • Expérimentation savoirs et ressources • **Burkina Faso**

Kadidia RABO

Resp. fonctions support bureau Ouagadougou • Admin Finance et DO • **Burkina Faso**

Khadidiatou SY

Resp. Développement Stratégique et Partenariats Afrique de l'Ouest • Fonctions transversales • **Sénégal**

Louis GUINAMARD

Chargé de communication • Communication • **France**

Louise PLUYAUD

Chargée de communication • Communication • **France**

Lucie DANIEL

Resp. de plaidoyer et d'études • Plaidoyer • **France**

Macoumba FALL

Resp. de financements institutionnels • Admin Finance et DO • **France**

Maimouna DIOP

Chargée de communication • Communication • **Sénégal**

Maimouna NDOYE

Référente Genre et Approches Féministes • Fonctions transversales • **Sénégal**

Manon LABRUNE

Stagiaire Mobilisation sociale et citoyenne • Plaidoyer • **France**

Marie BILLOUD

Chargée de plaidoyer espaces multilatéraux • Plaidoyer • **France**

Marion LAMBERT

Chargée de communication / membre CA • Communication • **France**

Maryame FAQUIR

Cheffe de projet • Bénévole • **Maroc**

M'béna Badijombéna BAKOLE

Chargée d'accompagnement et innovation • Empouvoirement • **Togo**

Morine CHAUVRIIS

Assistante plaidoyer • Plaidoyer • **France**

Nathalie PERROTIN

Resp. du pôle communication • Communication • **France**

Ndeye Khady BABOU

Responsable Programmes • Expérimentation savoirs et ressources • **Sénégal**

Nicolas RAINAUD

Resp. du pôle Plaidoyer • Plaidoyer • **France**

Nicolas SCHLEGEL

Comptable unique • Admin Finance et DO • **France**

Olivia Blanche OVAH OWONO

Alternante Assistant-e gestion du projet « Générations féministes » • Empouvoirement • **France**

Oumaima DERMOUTI

Coordinatrice projet • Plaidoyer • **France**

Pape DIOUF

Assistant log admin bureau de Dakar • Admin Finance et DO • **Sénégal**

Pascal ILBOUDO

Référent technique Développement Organisationnel • Admin Finance et DO • **Burkina Faso**

Perrine DUROYAUME

Experte évaluation et capitalisation • Expérimentation savoirs et ressources • **France**

Priscille BANSE

Chargée de communication • Communication • **Burkina Faso**

Raquel FERNANDEZ

Office manager Paris • Admin Finance et DO • **France**

Rayhana DIALLO

Stagiaire assistante projets • Expérimentation savoirs et ressources • **Sénégal**

Rifa-sangdida Kamal Hossain

Assistante de gestion administration et RH • Admin Finance et DO • **France**

Sanæ AL OUAZEN

Cheffe de projet • Empouvoirement • **Maroc**

Sanle Jean Barthélemy QUATTARA

Chargé de gestion et d'accompagnement des partenaires • Admin Finance et DO • **Burkina Faso**

Sarah MEMMI MACHADO

Référente formation et DSSR • Expérimentation savoirs et ressources • **France**

Seynabou DIOP

Assistante projet VGO • Expérimentation savoirs et ressources • **Sénégal**

Sibiri KONE

Assistant administratif et logistique Ouagadougou • Admin Finance et DO • **Burkina Faso**

Solenn LORRE

Chargée d'accompagnement et d'animation partenariale • Empouvoirement • **France**

Souguirimpo COMBARI

Chargé de l'accompagnement DO et du suivi admin fi des partenaires • Admin Finance et DO • **Burkina Faso**

Stéphanie FLORQUIN

Cheffe de projet VSS • Expérimentation savoirs et ressources • **France**

Stevie YAMEOGO

Chargée d'innovation et accompagnement • Expérimentation savoirs et ressources • **Burkina Faso**

Viviana BARONA

Resp. de financements institutionnels • Admin Finance et DO • **France**

Yanelle Marie Antonia Wendbenedo QUEDRAOGO KOLOGO

Chargée de gestion et d'accompagnement des partenaires • Admin Finance et DO • **Burkina Faso**

Yvette NKANGA

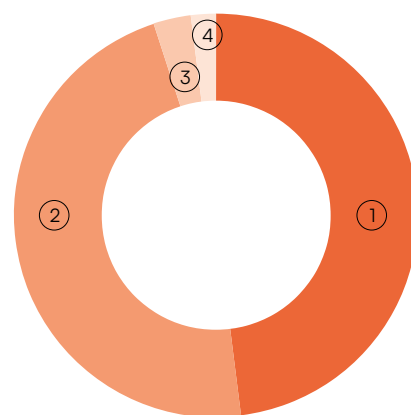
Assistante comptable • Admin Finance et DO • **France**

Budget

En 2024, 91% des dépenses d'Equipop ont été affectées aux missions sociales. Le budget d'Equipop progresse de 5% par rapport à l'année précédente, et termine l'année avec un excédent.

RESSOURCES

- Les ressources 2024 d'Equipop s'élèvent à 6,1 millions d'euros, en progression de 5,15% par rapport à 2023 (5,8 millions d'euros).
- Les ressources de l'exercice proviennent pour 50,5% de fonds privés issus notamment de fondations internationales et d'associations.
- Les financements de sources institutionnelles sont cette année de 49,5%, 46,9% provenant des institutions de la coopération bilatérale française (principalement Agence française de développement) et 2,6% provenant des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies).
- Equipop continue de renforcer et de développer de nouveaux partenariats techniques et financiers, ainsi que de favoriser les collaborations, indispensables à la dynamique des projets.
- Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile s'intensifie à travers un travail de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs.



6,1 MILLIONS D'EUROS

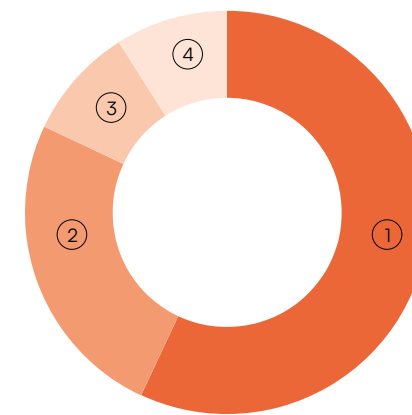
- ① **48,8 %**
Fonds privés français et internationaux
- ② **46,9 %**
Coopération bilatérale
- ③ **2,6 %**
Coopération multilatérale
- ④ **2,1 %**
Revenus financiers et d'exploitation

EMPLOIS

- Les dépenses atteignent 6 millions d'euros en progression de 5,8% par rapport à l'année dernière. 91% des dépenses d'Equipop ont été allouées aux missions sociales de l'association dans le cadre de 33 projets.
- Selon les critères du secteur, les dépenses de structure sont faibles.
- La mise en œuvre des activités des projets qui ont débuté les années précédentes s'est poursuivie et amplifiée en 2023 notamment Renforcer les mouvements des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest, Jeunes en Vigie, Fonds Féministes en Action, DEMSAN, Droits et santé des femmes au Burkina Faso, Countdown 2030 et SANSAS.
- Six projets pluriannuels ont débuté en 2024 dont : Des marges à l'avant-garde : soutenir les jeunes féministes pour des sociétés justes et durables, Sang pour sang unies pour la dignité ! santé menstruelle, MediaOS Renforcement médias d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, Questions d'égalité, Jeunes filles en mouvement.
- Après une progression de +92% entre 2022 et 2023, les aides octroyées aux organisations de la société civile partenaires sont restées stables en 2024, à un niveau élevé soit, 2,3 millions d'euros dans le cadre des fonds d'appui : EllesActent, CollectivAct, Développement Organisationnel, Fonds Stratégique.
- Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile africaines se poursuit à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières.
- Le résultat de l'exercice présente un excédent de 100 K€.

- Cet excédent participe à l'augmentation des fonds propres de l'association et permettent de financer le fonds de roulement, de renforcer la capacité d'intervention de l'association sur des activités novatrices, d'accroître la capacité d'investissement de l'association pour accompagner le développement de la structure, de faire face aux besoins de cofinancements et aux aléas de financement des projets.

Equipop établit des comptes annuels qui sont audités par Forvis Mazars, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2024, ainsi que le rapport des commissaires aux comptes, sont consultables dans leur intégralité sur le site internet equipop.org.



6 MILLIONS D'EUROS

- ① **57 %**
Accompagner les acteurs et les actrices de la société civile
- ② **25 %**
Impulser le changement au travers des projets pilotes
- ③ **9 %**
Frais de structure
- ④ **9 %**
Mobiliser les responsables politiques et les citoyen-ne-s

Communication

En 2024-2025, Equipop a poursuivi son engagement à faire de la communication un levier d'action au service de ses partenaires et de l'amplification des voix militantes. L'association a également contribué à renforcer les liens entre mouvements féministes, recherche, médias, institutions et société civile dans un contexte marqué par la montée des discours réactionnaires.

En lien étroit avec cette galaxie d'actrices, l'association a formé des professionnel-le-s à une communication qui ne renforce pas les inégalités, a valorisé les luttes et la recherche féministes, a nourri le débat public par des études et des rencontres, a sensibilisé de nouveaux publics aux enjeux de genre et de justice sociale.

4

Publications réalisées par Equipop en collaboration avec ses partenaires.

- *Comment construire une Europe féministe ? Après les élections européennes, les défis face à l'extrême droite*
- *Soutenir le pouvoir d'agir des organisations féministes : Repères pour un accompagnement transformatif*
- *Luttes féministes : des concepts clés à l'épreuve du terrain. Déconstruction féministe, libération de la parole et sororité*
- Rapport du Symposium - *Un espace à nous, entre militantisme et recherche : dialoguons sur une approche féministe des DSSR !*

51 000

Nombre d'abonné-e-s sur les réseaux sociaux (53 000 en 2023-2024)

En janvier 2025, Equipop a décidé de cesser son activité sur X, comme de nombreuses associations et collectifs engagés pour l'égalité et contre les idées d'extrême droite et les discours réactionnaires.

55

Apparitions dans les médias, en France et à l'international, entre juillet 2024 et juin 2025 (inclus).

- 41 apparitions en 2023-2024.
- Plus d'infos : equipop.org/espace-medias

8

Épisodes du podcast « Sororités Francophones » lancé en 2024, sont disponibles sur les différentes plateformes d'écoute !

4

Animations de formations auprès de journalistes et entrepreneurs

- Animation d'une formation auprès d'une dizaine de journalistes en Afrique de l'Ouest sur le traitement féministe de l'information
- Formation à la « Communication Inclusive » auprès des 44 lauréates du Social & Inclusive Business Camp de Campus AFD, des entrepreneures à impact sociétal fort sur le continent africain.

6

Événements organisés dans le cadre des cycles « Féminismes et Santé » et « Sororités Francophones ».

- Pour une prise en soin féministe des violences sexuelles et sexistes : que peut faire l'hôpital ? — 8 juillet 2024
- Droit à l'avortement : approches féministes et intersectionnelles — 11 juillet 2024
- Violences Sexistes et Sexuelles : pour une éducation féministe des enfants et des adolescent-e-s ! — Sororités Francophones x Brisons le Silence, 21 novembre 2024
- Briser le mur du silence : ensemble contre les Violences gynécologiques et obstétricales — 25 novembre 2024
- Lutte contre le VIH/SIDA : pour une riposte féministe ! — 15 avril 2025
- Femmes, VIH et luttes féministes : sortir de l'ombre, reprendre le pouvoir — 17 juin 2025

Développement des liens entre féministes et médias

- Mise en relation de féministes et de journalistes pour amplifier leurs plaidoyer et actions.
- Organisation de l'événement « Femmes et médias : Les rencontres de l'égalité » avec Prenons la Une ! et l'agence La Fronde, en partenariat avec le Conseil économique social et environnemental pour une journée d'échanges entre journalistes, rédactions, expertes et associations féministes françaises et internationales.

Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Equipop s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires qui appuient financièrement la structure et sans lesquelles les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG et

associations locales avec qui nous avons tissé des partenariats solides et durables, expert-e-s et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... Nous vous remercions ici tous et toutes chaleureusement pour la confiance que vous nous avez accordée.

Nous remercions en particulier :



Suivez l'actualité d'Equipop au quotidien



Sur notre site Internet
equipop.org
Pour s'informer et agir.



Sur Bluesky
@equipop.bsky.social
Pour suivre notre actualité et celle de notre secteur en temps réel.



Via notre newsletter
Pour recevoir régulièrement un résumé des moments forts qui ont marqué notre actualité.



Sur Facebook
equi.org
Pour découvrir des contenus exclusifs et partager avec notre communauté.



Sur Instagram
@Equipop_Ong
Pour découvrir les coulisses d'Equipop en images.



Sur TikTok
@equipop_ong
Pour découvrir les coulisses d'Equipop en vidéo.



Sur LinkedIn
@equipop-ong
Pour se tenir informé-e des actualités et innovations d'Equipop dans le secteur.



Sur YouTube
Equipop
Pour suivre l'actualité d'Equipop et du secteur en vidéo.



Sur Threads
@equipop_ong
Pour suivre notre actualité en temps réel.

CRÉDITS

Le rapport d'activité est également disponible sur le site Internet :
equipop.org

CONCEPTION ET RÉALISATION

Direction de la publication :

Auréli Gal-Régniez

Rédaction en chef :

Nathalie Perrotin

Rédaction et contributions :

Sarah Memmi Machado, Ndeye Khady Babou, Elise Petitpas, Stevie Reine Yameogo, Maimouna Ndoeye, Nicolas Rainaud, Kaya Sy, Manon Labrune, Claire Veyriras, Louise Pluyaud, Benjamin Sitbon, Nathalie Perrotin, Auréli Gal-Régniez
Secrétariat de rédaction :
Auréli Gal-Régniez, Nathalie Perrotin
Création graphique :
Jean-Luc Gehres / welcomedesign.fr

Illustrations : Sophie HAZARD, Noémie Klein, Anina Takeff for CoGenerate x Fine Acts

Photographies : Equipop, Clément Debeir / SapienSapiens, REFED Savanes Salama Peace Initiative, Association pour la promotion féminine de Gaoua, Association des Femmes Wangarey, Kagalo, Malaff Guinée, Wafrika, FJAD, ONG Actuelles

Impression : L'imprimeur Simon, Ormans
Ce document est imprimé sur du papier certifié.

Equipop est une association féministe de solidarité internationale qui œuvre pour un monde juste et durable où les droits de tous et toutes, notamment les droits sexuels et reproductifs, sont respectés sans discrimination liée au sexe ou au genre.

Avec une équipe de cinquante personnes répartie entre l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord et l'Europe, Equipop mobilise les citoyen·ne·s et les politique, soutient des associations de première ligne, mène des projets de recherche-action, publie des études et organise des formations.

Renforçons nos solidarités féministes Partenariat Mobilisation
Soutien sorore
Renforçons nos solidarités féministes



www.equipop.org
info@equipop.org

Bureau de Dakar

BP 29761
Dakar Yoff
Sénégal
Tél. : +221.33.820.84.14

Bureau de Ouagadougou

09 BP 1660
Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél./Fax : +226.25.40.88.02

Bureau de Paris

6 rue de la Plaine
75020 Paris — France
Tél. : (+33) 01.74.01.71.24
Fax : (+33) 01.74.01.71.25